

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

5^e ANNEE N° 206
JEUDI 22 NOVEMBRE 73

Ni Pompidou, ni Chaban Ni Marchais, ni Mitterrand ACTION RÉVOLUTIONNAIRE DES MASSES !

Les récentes assises de l'U.D.R., parti favori des monopoles capitalistes à l'heure actuelle ont reflété les difficultés insurmontables et de tout ordre que traverse la société capitaliste aujourd'hui. L'incapacité du gouvernement actuel à résoudre la crise qui le dépasse nécessairement, la colère de fractions toujours plus grandes des masses populaires, suscitent une fébrile activité dans les rangs de la bourgeoisie pour préparer une solution de rechange.

Dès lors chaque parti bourgeois, de l'U.D.R. au P.C.F. transformé par ses dirigeants révisionnistes en un défenseur zélé du système capitaliste, selon le modèle révisionniste soviétique, fait le beau et met en avant son « homme de gouvernement ». Après un silence calculé, destiné à faire oublier la farce de sa « nouvelle société », Chaban-Delmas revient avec sa « société de concertation » sous le bras. Pendant ce temps Giscard d'Estaing cherche à se faire oublier : après avoir asséné un coup de bâton au petit commerce il s'est enfui en Malaisie faire son travail de démarcheur. Quant à lui, Mitterrand — il tient à le rappeler — est aussi un « homme de gouvernement » (le peuple algérien en sait quelque chose). Et un homme de gouvernement qui a bien compris les exigences des monopoles dont il sollicite la confiance : le développement des monopoles Ouest-européens nécessite le renforcement de l'Europe des neuf ; c'est là une question fondamentale qui explique l'attitude de Mitterrand devant son parti. Sûr de son succès il a tenu à mettre en jeu son poste de premier secrétaire du Parti socialiste pour démontrer au capital monopoliste qu'on peut lui faire confiance et que le P.S. suivra.

D'ailleurs pour bien montrer la dimension « nationale et européenne » du Parti socialiste, Mauroy ira à Bonn où l'ami Brandt gouverne, Deferre partira pour Rome, Savary pour Londres, Martinet à Copenhague.

Les socialistes ne sont pas seuls à beaucoup voyager, les révisionnistes aussi se déplacent beaucoup : en Europe, mais pas seulement en Europe. Après avoir lancé son défi révisionniste destiné à démontrer la capacité à gouverner des révisionnistes, le secrétaire général du P.C.F. a tenu à démontrer sa dimension « in-ter-na-tio-nale », pas moins. Sans doute y a-t-il aussi derrière cette entreprise du leader-révisionniste des motifs plus profonds liés aux intérêts du social-impérialisme soviétique, toujours est-il que Georges Marchais se présente comme « une personnalité » capable avec son parti, et en alliance pour l'instant avec les socialistes, de gouverner dans le cadre de ce système. Car les dirigeants révisionnistes en reniant Marx et Lénine, ont rejeté le contenu même du socialisme qui est la dictature du prolétariat sur les anciens exploités.

Mais est-ce que ce sont tous les leaders bourgeois qui peuvent résoudre la crise de la société. Leur attitude démontre que non. Chacun cherche à tromper les masses et à leur vendre son « socialisme ». Preuve éloquente que ce sont les masses, les masses populaires seules qui décideront du sort de notre pays. Ou bien les masses sont divisées et abusées, ou bien elles prennent en mains consciemment le destin de la société. C'est pour cette dernière voie que se battent les communistes authentiques, les marxistes-léninistes.

Que le prolétariat, la classe d'avant-garde, s'organise en rejetant l'obstacle révisionniste, que les ouvriers les plus conscients édifient le parti révolutionnaire prolétarien, que les masses populaires s'organisent et s'unissent pour mener la lutte contre le système capitaliste, et pour l'indépendance nationale menacée, qu'elles se préparent à instaurer en France par la révolution prolétarienne, un pouvoir nouveau du type de la Commune de Paris, telles sont les seules solutions capables de liquider les maux actuels subis par le peuple.

Arrivée en Chine d'une délégation des marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge conduite par Jacques Jurquet



Une délégation des marxistes-léninistes de l'Humanité rouge, conduite par Jacques Jurquet est arrivée à Pékin le 12 novembre, invitée par le Comité central du Parti communiste chinois. La délégation a été accueillie à l'aéroport par Keng Piao, membre du comité central du P.C.C.

UN NOUVEAU "BANGLA DESH" ?

L'aggravation de la dispute des deux superpuissances et la position montante du social-impérialisme dans cette rivalité est la cause principale des troubles et des tensions dans le monde. Afin d'étendre leur hégémonie et pour s'arracher les zones d'influence, les deux superpuissances créent ou mettent à profit des conflits locaux pour justifier leur inadmissible intervention. Ainsi les dirigeants du Kremlin avaient-ils utilisé des problèmes intérieurs pakistanais pour susciter la création de l'Etat fantôme du « Bangla Desh » au Pakistan oriental. Depuis cette époque les dirigeants sociaux-impérialistes loin de refréner leurs manœuvres se sont employés avec fébrilité à poursuivre leur expansion dans cette région du monde qui borde l'océan Indien. Celle-ci constitue une zone stratégique d'importance à proximité du golfe Persique et sur la route maritime qui relie le Moyen-Orient au sous-continent indien. D'autre part le contrôle total sur cette région permettrait aux dirigeants soviétiques qui ont renoué avec les rêves d'expansion des nouveaux tsars de parfaire l'encerclement de la République populaire de Chine.

Pour atteindre cet objectif Brejnev et compagnie procède de plusieurs façons.

D'abord les sociaux-impérialistes intensifient leur prétendue aide : c'est ainsi par exemple qu'ils achètent généreusement du gaz naturel à des pays de la région tels l'Irak, l'Iran ou l'Afghanistan à un prix quatre fois inférieur aux tarifs du marché international ce qui permet, soit dit en passant, à l'U.R.S.S. de revendre ce gaz avec des bénéfices à l'Europe de l'Ouest.

Comme l'U.R.S.S. ne paye pas ses achats en devises mais en « aide » technique les profits ne sont pas négligeables. Tout cela lui permet de rendre dépendant les pays concernés et de tenter de limiter par voie de conséquence leur indépendance politique : c'est ainsi qu'elle a pu obtenir des ports pour sa flotte dans la région du golfe persique.

La seconde ressource des sociaux-impérialistes c'est d'aiguiser les

conflits de frontières ou les contradictions entre diverses nationalités au sein d'un même Etat pour intervenir. Ainsi continuent-ils d'agir à l'égard du Pakistan qui est un Etat multinational. Afin de rayer le Pakistan de la carte ou de le réduire à un morceau de territoire privé de tout accès à la mer, les dirigeants du Kremlin suscitent le développement d'un mouvement scissionniste au Baloutchistan et au Patchouistan de façon à s'emparer de ces régions et à les réduire à l'Etat de colonies. Au début de l'année 1973 le Gouvernement Pakistanais avait d'ailleurs découvert dans une ambassade d'importants stocks d'armes soviétiques destinées à organiser des mouvements armés contre l'unité pakistanaise.

Après l'ingérence flagrante de l'U.R.S.S. dans les affaires inté-

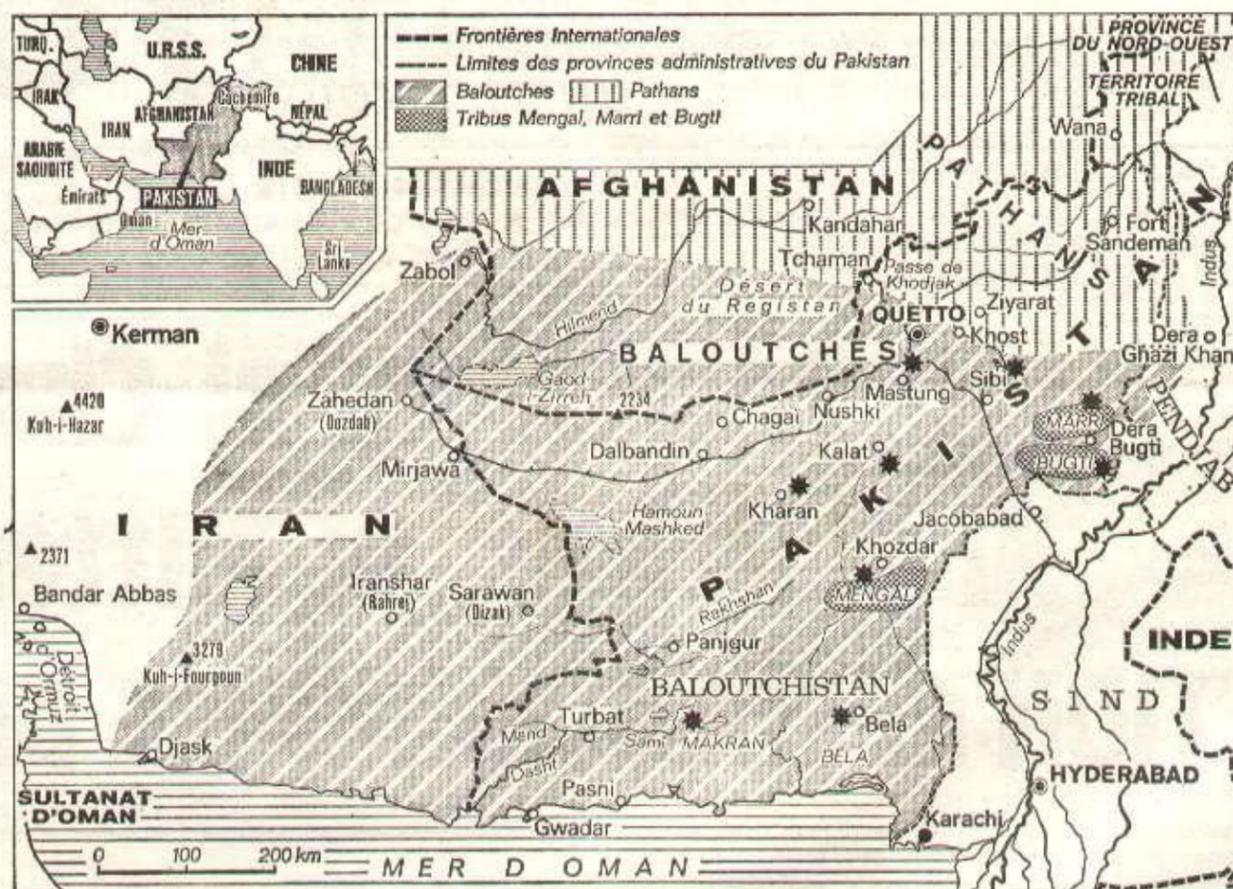
rieures du Pakistan lors de la création du prétendu Bengla Desh, ces faits doivent inciter à la plus grande vigilance et il est permis de s'interroger sur ce que recouvrent les propositions de « sécurité collective en Asie » de Brejnev. Alors que l'U.R.S.S. est la première à travailler à la tension en Asie elle serait pour la sécurité collective ? Allons donc ! En réalité Brejnev procède comme Hitler : d'un côté les sourires, la main sur le cœur, de l'autre l'agression frénétique sous diverses formes.

Mais il est vrai que Brejnev a systématisé les leçons d'Hitler. Hitler s'était servi de la minorité allemande des Sudètes pour exiger des concessions territoriales. De même c'est en se prétendant défenseurs des Bengalis, et maintenant des Baloutchs, des Pathans (demain

des Sind ?) que les révisionnistes modernes travaillent au démantèlement du Pakistan et de l'Iran. Mais que diraient les dirigeants de l'U.R.S.S. si d'autres pays venaient se mêler de démanteler l'U.R.S.S. L'U.R.S.S. compte 109 nationalités et nul n'ignore les contradictions aiguës qui existent entre les « Grands Russes » et la plupart des nationalités.

Pourquoi les dirigeants soviétiques qui se mêlent de jeter de l'huile sur le feu en Iran ou au Pakistan n'acceptent-ils pas que l'Iran ou le Pakistan viennent s'occuper des affaires intérieures de l'U.R.S.S. ? La vérité c'est que c'est l'U.R.S.S. qui est une superpuissance impérialiste et qu'elle est la plus forte en apparence. A ce titre elle s'arroge tous les droits !

Cette attitude de grand seigneur et de maître n'est pas prête d'être acceptée par les pays et les peuples de la région de l'océan Indien et du golfe Persique. Actuellement la conscience de l'injustice profonde des rapports entre l'U.R.S.S. et ces pays, de l'intolérable ingérence social-impérialiste dans les affaires intérieures de ces pays, ainsi que de la menace militaire soviétique dans l'océan Indien se développe avec force chez tous les peuples de la région. Cela réservera à n'en pas douter des déboires aux nouveaux tsars.



Désarmement en parole...

L'U.R.S.S. S'OPPOSE A LA DÉNUCLÉARISATION DE L'AMÉRIQUE LATINE

La commission des questions politiques et de sécurité de l'Assemblée générale des Nations unies a adopté le 13 novembre dernier une résolution exigeant de l'Union soviétique qu'elle signe et ratifie le protocole additionnel II au « traité visant à l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine » (« traité de Tlatelolco »).

Cette résolution, présentée par dix-neuf pays d'Amérique latine, a été adoptée par 105 voix avec 14 abstentions dont celle de l'Union soviétique.

Qu'est-ce que le traité de Tlatelolco ?

Signé le 14 février 1967, ce traité interdit sur les territoires respectifs des Etats latino-américains signataires l'essai, l'emploi, la fabrication, la production ou l'acquisition d'armes nucléaires, ainsi que leur réception, entreposage, installation, mise en place ou possession quelconque. A ce traité s'ajoutent deux protocoles additionnels. Le second s'adresse à tous les pays nucléaires et leur demande de s'engager :

1° A respecter le statut de dénucléarisation de l'Amérique latine ;

2° A ne pas recourir à l'emploi d'armes nucléaires, ni à leur menace, contre les pays d'Amérique latine signataires.

Des cinq pays disposant de l'arme nucléaire, quatre ont signé ce protocole additionnel II : la République Populaire de Chine, la France, la Grande-Bretagne et les U.S.A. Seule l'Union soviétique se refuse à le faire.

Brejnev parle constamment de désarmement. Mais il écarte la demande de pays d'Amérique latine de s'engager à ne pas introduire d'armes nucléaires sur leur sol, dans leurs eaux territoriales ou dans leurs espaces aériens, et à ne pas utiliser son armement nucléaire contre eux, ni à les en menacer. C'est se mettre en position inconfortable. Le représentant soviétique à l'O.N.U., Roshchin, s'est évertué à justifier cette attitude. Il a prétendu que le traité permettait des explosions à des fins pacifiques à un moment où il n'y

avait pas de distinction entre de telles explosions et celles des armes nucléaires et qu'aucune clause n'interdisait le transit des armes nucléaires au-dessus des territoires des pays de cette région. Il est même allé plus loin en disant que la zone couvrirait, selon certains pays latino-américains, des centaines de kilomètres dans la mer, « violant » ainsi le principe de la libre navigation en haute mer. Ça ne tient pas debout !

En parole, Brejnev est partisan du désarmement, et prétend que la Chine s'y oppose. Dans les faits, nous voyons que c'est lui qui s'y refuse.

En parole, Brejnev soutient le tiers-monde. Dans les faits, nous voyons qu'il entend utiliser sa puissance nucléaire pour établir son diktat sur les pays non nucléaires.

Est-ce là une politique de coexistence pacifique ?

Est-ce là la position d'un pays socialiste ?

Ou plutôt, cela ne porte-t-il pas le nom de SOCIAL-IMPÉRIALISME ?

Commandez

LA FASCISATION EN FRANCE

Brochure éditée par
l'« Humanité rouge »

Prix : 3 F
(port en sus 20 %)

QUI A CHANGÉ ?

Dans les pays capitalistes de l'Europe des Neuf, un mot est de plus en plus dans l'air, tout le prolétariat de ces pays le connaît concrètement, c'est l'inflation. Il est vrai que malgré le taux de production sans cesse en augmentation dans ces pays à système capitaliste, les prix des produits de consommation courante ne cessent d'augmenter, plus que les autres.

Et même si Giscard d'Estaing nous dit au travers du petit écran qu'en France c'est moins grave que dans les autres pays de l'Europe des Neuf, il n'en reste pas moins vrai que le pouvoir d'achat des travailleurs de notre pays, comme celui des autres pays de l'Europe des Neuf, s'amenuise au fil des jours.

C'est la réalité que constate, que subit en luttant la classe ouvrière, les masses populaires. D'ailleurs, la taxation de certains produits alimentaires chez les petits commerçants, — qui pendant plus de dix jours ont fait la grève des achats contre cette injustice sociale —, met en relief l'économie inflationniste dans notre pays.

Il est évident que la contradiction entre l'Europe des Neuf et les deux superpuissances est une bonne chose, mais il n'en reste pas moins vrai que la contradiction principale dans les pays capitalistes reste entre la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat.

Toutes choses ne restent pas stagnantes mais se développent. Aussi faut-il en voir le sens.

A l'origine du Marché commun, la C.G.T. était contre. Mais aujourd'hui la direction révisionniste de la C.G.T. a des postes dans les appareils de cet organisme, le Marché commun.

Cette ligne révisionniste de coexistence pacifique, inaugurée par Khrouchchev et poursuivie par Brejnev, est aussi la ligne révisionniste de l'état-major de la C.G.T. qui fait de gros progrès en ce domaine. Jugez-en !

Au cours d'une assemblée des travailleurs du livre, Georges Séguy a précisé la pensée révisionniste de la confédération C.G.T. concernant « un prétendu plan commun européen contre l'inflation ». « En d'autres termes, a-t-il dit, c'est le blocage des salaires à l'échelle des neuf pays du Marché commun ».

Mais que préconise-t-il pour remédier à l'offensive capitaliste en matière de blocage des salaires ?

« Dans les circonstances aussi lourdes de menaces pour le pouvoir d'achat de tous les travailleurs d'Europe capitaliste, — comme si le pouvoir d'achat des masses n'était pas entamé (N.D.L.R.) —, nous pensons que les divergences syndicales devraient s'effacer devant l'impérieuse nécessité de l'unité d'action syndicale ». « Pour réaliser ce front syndical commun européen, la C.G.T. a décidé à cet effet de s'adresser à toutes les centrales syndicales des autres pays, sans distinction d'affiliation internationale ».

Au travers de ces quelques lignes, nous pouvons nous apercevoir que les principes de classe sont jetés une fois de plus par-dessus bord, que l'unité sans principe reste le leitmotiv de ces commis de la bourgeoisie.

Les révisionnistes de la confédération C.G.T. n'ont également aucun scrupule avec les centrales syndicales comme la C.I.S.L. (Confédération internationale des syndicats libres), entretenue par les dollars de l'impérialisme américain. Il est vrai que le social-impérialisme soviétique coopère avec l'impérialisme américain ! Alors cet exemple a donné de l'appétit à Georges Séguy. Des rencontres amicales ont eu lieu avec la F.G.T.B. en Belgique, la D.G.B. en République fédérale allemande, le T.U.C. en Grande-Bretagne, affiliés à la C.I.S.L. Une tribune a été donnée à Iddon, membre de la Fédération des cheminots de la République fédérale allemande, affiliée à la C.I.S.L., lors du congrès des cheminots C.G.T. Ce dernier devait déclarer le 14 novembre 1973 à cette tribune : « Vos revendications et les nôtres sont à peu près identiques. Nous avons en commun toute une gamme de problèmes ». On ne pouvait mieux dire !

Cet acquiescement des Internationales syndicales a de quoi nous faire réfléchir !

Nous savons par expérience ce qui se cache derrière l'unité syndicale, c'est le refus d'expression des masses (comité d'action, comité de grève...) et aussi le rôle joué par les dirigeants C.G.T. sur le plan national dans les luttes menées par les travailleurs de Lip, du Joint Français, de Cousseau ou d'ailleurs ; ils ont été à l'encontre des intérêts de classe de la classe ouvrière ; alors nous pouvons dire sans nous tromper que le verbiage révisionniste cache quelque chose de mauvais.

Nous, communistes marxistes-léninistes, nous devons porter haut levé le drapeau rouge du prolétariat. Partout où nous militons, dans les différents syndicats, les différentes organisations de masse, nous devons appliquer le juste mot d'ordre *classe contre classe* dans l'unité à la base et dans l'action.

C'est en portant des coups au capital sur les lieux de travail que se réalise l'unité de la classe et que se démasque les valets du capital.

Luc DACIER.

Classe contre classe dans les entreprises

A Bordeaux et dans la région, les travailleurs prennent en main la lutte contre les licenciements et les fermetures

Les licenciements, contre lesquels luttent courageusement les ouvriers de Lip concernent aussi les ouvriers de Bordeaux. Après la F.A.S.O., Info-2000, c'est Tobler, les entreprises d'alimentation, la Coflexip, qui sont touchés. Dassault à Talence, le Port, les P.T.T., la S.N.C.F., etc., sont menacés.

A Coflexip (Bordeaux-Bastide) la direction a annoncé récemment son intention d'abandonner le projet d'implantation définitive à Gratté-Quina (Zone industrielle de Blanquefort) et de transférer les activités de l'entreprise au Trait... près de Rouen !...

Les patrons bien sûr ont essayé de camoufler sous des arguments techniques le véritable motif : une question de gros sous ! La Municipalité de Rouen aidée par les capi-

talistes locaux a fait à Coflexip des « propositions plus intéressantes » que celle de Bordeaux...

Les 150 ouvriers de l'entreprise risquent de faire les frais de ces marchandages : en effet, beaucoup ne pourront accepter de changer de lieu de travail, en risquant de perdre des avantages et d'attendre des indemnités interminablement (comme à la F.A.S.O. !).

C'est pourquoi les travailleurs de Coflexip, avec leur section syndicale C.G.T., sont entrés dans la lutte pour le maintien de l'entreprise à Bordeaux et contre les licenciements.

Non aux licenciements !

Soutenons la juste lutte des travailleurs de Coflexip !

Correspondant H. R.

PEUGEOT (Sochaux)

RÉPRESSION

A l'usine Peugeot de Sochaux, des ouvriers révolutionnaires s'organisent contre la répression patronale et défendent un délégué C.F.D.T. injustement mis à pied. (A noter que le secrétaire général de ce syndicat n'a pas bougé alors qu'il travaille dans le même atelier !)

Un délégué du personnel C.F.D.T. (Meca-Nord) ayant distribué dans la semaine du 26 novembre, à l'heure de midi, un tract de sa centrale syndicale, s'est fait prendre sur le fait par Joss-Rendall Fontaine (*). Celui-ci ne lui dit rien, mais fit suivre sa découverte à son supérieur hiérarchique. Résultat :

Le camarade suite à cette distribution a eu droit le lundi 5 à un jour de mise à pied, ce qui correspond en fait à deux jours, car pour avoir payé le 1^{er} novembre, il faut travailler le jour avant et le jour après le jour férié, par la même, il a perdu sa prime de caserne (prime de quinzaine).

En tout, cela fait environ 250 F pour un P3.

Organisation des travailleurs :

Devant ce scandale, les ouvriers se sont organisés et on fait une collecte : plus de 250 F ont été recueillis.

Il faut souligner qu'une collecte ce n'est pas l'idéal. Quand la direction frappe, c'est par un débrayage que nous devrions répondre.

Mais la moindre des choses c'est d'aider un camarade ouvrier. Et les directions syndicales ?

Il est triste de constater que les syndicats n'en ont pas parlé. Ni la C.G.T., ni la C.F.D.T.

Pour nous, devant les attaques patronales, nous devons laisser au vestiaire nos querelles — et les étiquettes syndicales et politiques. L'important, c'est de nous défendre, de ne pas laisser les mains libres à Peugeot, car sinon, il nous mettra au chômage un à un.

Solidarité ouvrière !

Quand la direction sanctionne,

Ne nous laissons pas faire,

Ne nous laissons pas isoler !

N'oublions pas que face à la minorité d'exploiteurs nous sommes la majorité.

Tract des travailleurs de mécanique.

(* Joss-Rendall Fontaine : sous-chef du syndicat fasciste C.F.T. pour l'atelier de Mécanique-Nord.

PTT (Rennes) : RÉPRESSION POLITIQUE

Le lundi 22 octobre 1973, avait lieu dans notre ville le concours de contrôleur externe masculin et féminin des PTT.

Trois jeunes qui s'étaient inscrits et avaient reçu leur convocation, se sont vu interdire l'entrée à la salle d'examen. Une lettre du directeur départemental les avisa que leur « candidature n'était pas agréée » ; elle ajoutait : « En conséquence, vous voudrez bien considérer comme nulle la convocation qui vous a été adressée. »

L'administration n'a pu fournir aucune explication sur ce refus. Les trois candidats n'ont jamais été arrêtés ni condamnés ; l'un d'entre eux travaille depuis 1970 pendant les vacances au service de Fougères

sans qu'aucune remarque d'ordre professionnel ne lui ait été adressée.

Le gouvernement de la bourgeoisie par cet acte entend empêcher l'entrée dans l'administration de tous ceux qui n'acceptent pas sa politique de bas salaires, de cadences infernales, de chômage...

Il montre en cette occasion qu'il n'hésite pas à violer sa propre loi, en l'occurrence le statut de la fonction publique garantissant la liberté d'opinion politique, philosophique et religieuse.

Avant le triage, la sélection s'effectuait de façon cachée par les notes éliminatoires aux concours, les « bricolages » des dossiers, etc. ; aujourd'hui ils se font de plus en plus au grand jour.

Cette répression politique est un élément important de la fascisation actuelle. La bourgeoisie veut en effet reprendre en main, contrôler tous les éléments de l'appareil d'état (police, armée, justice, administrations...); elle veut les renforcer en quantité mais aussi en qualité, c'est-à-dire en éliminant tous les travailleurs qui s'opposent à sa politique. Elle prépare ses armes pour être prête le jour venu à instaurer le fascisme.

A BAS LA RÉPRESSION POLITIQUE DANS L'ADMINISTRATION !
A BAS LA FASCISATION !

Correspondant H.R. - Rennes

COMMANDEZ :

QUE SIGNIFIE CLASSE CONTRE CLASSE ?

brochure éditée par l'Humanité rouge

Prix : 0,50 F (port en sus)

LOGEAI ET JAMIN (Rennes)

Les grévistes se serrent de plus en plus les coudes

Depuis le 6 novembre les ouvriers de l'Entreprise Logeais-Jamin et du Consortium des Grandes Marques à Rennes sont en grève. Ils réclament :

- 50 F d'augmentation pour tous ;
- Treisième mois ;
- Primes d'ancienneté ;
- Intégration des primes de rendements dans les salaires ;
- Pas de salaires en dessous de 1 100 F ;
- Diminution des horaires de quarante heures sans perte de salaire ;
- Jours fériés non récupérables ;
- Repas des chauffeurs : 15 F + le casse-croûte.

Cette entreprise qui assurait la distribution de fruits et légumes, l'embouteillage du vin, l'emballage du café et d'autres activités comme la redistribution (Produits laitiers Préval, etc.) a plus de cinquante ans d'âge. Pour les 200 ouvriers c'est la première véritable grève. Sauf en 1968 où comme disaient-ils « on s'était contenté de suivre le courant », il n'y avait jamais eu de grève. Il faut dire qu'avant cette entreprise était fermement tenue en main par le « vieux Logeais », fondateur de l'entreprise, qui savait utiliser le paternalisme pour faire pression sur les ouvriers. Mais depuis quelques années ses fils l'ont remplacé et ils sont moins habiles. Ils méprisent encore plus les travailleurs que le « vieux ».

Les accidents du travail sont nombreux (coupures par les verres de bouteilles par exemple). Comme à la S.P.L.I., dont la lutte a fait école dans la région ils connaissent les cadences infernales à l'embouteillage et à l'emballage notamment. Mais surtout les salaires sont parmi les plus-bas de la région. C'est incroyable mais c'est pourtant vrai : après plus de trente ans de présence deux ouvriers gagnent moins de 900 F par mois !

Le mécontentement couvait depuis longtemps. Avant c'était le syndicat autonome qui contrôlait l'entreprise mais cette année « il n'a même pas osé se présenter », nous dit un ouvrier et il y a « presque la moitié du personnel syndiqué à la C.F.D.T. ». C'est le seul syndicat qui existe maintenant. « Le matin, dit une autre ouvrière, j'ai bien entendu parler de grève mais je pensais que ce serait pour la semaine

prochaine. Tu comprends on n'en parlait pas partout parcequ'il fallait surprendre le patron sinon il aurait eu le temps de faire sortir sa marchandise. » Le soir, quand le délégué syndical est passé dans les ateliers tout le monde a débrayé sauf une dizaine de jaunes chez Logeais. Au Consortium qui est implanté à 1 km des ateliers d'emballage et d'embouteillage ça marche moins bien mais comme dit l'édition du 12 novembre 1973 du journal *L. J. C.* : « Les camarades du Consortium qui ont compris que leur patron était le même, malgré ce qu'il en dit, ont rejoint notre lutte même si certains hélas ne l'ont pas encore bien compris ».

La grève a été votée tout de suite et des piquets de grève ont été organisés pour le lendemain afin d'empêcher les camions chargés de marchandises de sortir.

Les manœuvres patronales ont alors commencé :

— Les petits chefs sont venus provoquer le piquet de grève et l'un d'eux est même allé jusqu'à gifler un ouvrier provoquant la juste colère de celui-ci qui lui a retourné un coup de poing dans la gueule. Le patron a alors monté tout un cinéma. Il a appelé une ambulance pour venir chercher son larbin. La C.F.D.T. insiste sur le fait que la responsabilité repose entièrement sur le patronat qui a utilisé la violence le premier. C'est une nouvelle preuve que le patronat ne renonce jamais à la violence pour maintenir ses profits et que seule la violence des travailleurs pourra

Classe contre classe dans les entreprises

venir à bout de la violence des patrons.

— Il a utilisé le chantage à la « liberté du travail » sans résultats.

— Il pensait que les fausses négociations où il n'a accordé que des miettes auraient démobiliser les ouvriers, là aussi il s'est trompé.

— Alors voyant que sa viande bloquée à l'intérieur allaient pourrir sur place, il s'est inquiété pour ses profits. Les bouchers qui travaillent et les quelques « jaunes » sont venus la nuit. Ils ont récupéré toutes les boîtes en carton qu'ils ont pu trouver et ont mis la viande dedans pour l'emmener dans leurs coffres de voitures stationnées à 500 m de là. Pour cela ils devaient la voie ferrée qui longe l'entreprise. A ce sujet-là les ouvriers nous disent : « On les voyait ramper sur le ballast. Ah ils avaient bonne mine ! ». Pour s'opposer à cette manœuvre les ouvriers ont dégonflé les voitures des « jaunes » et ont fait constaté par un commissaire de police les conditions antihygiéniques dans lesquelles était assuré le transport. Cela n'a pas empêché le patron d'écouler, le peu de viande qu'il avait pu sortir, dans les collectivités locales.

— Mais ce n'est pas tout. Par deux fois les flics sont intervenus « parce que les jaunes travaillaient trop » et ont notamment « protégé » ce scandaleux déménagement de viande. Après le Joint français, Lip, les flics ont montré une nouvelle fois que leur rôle était bien de protéger les intérêts du patronat.

Pauvre patron ! Il n'avait pas prévu ça ; au lieu de décourager les ouvriers, il n'a fait que renforcer leur combativité :

— Ils assurent des piquets de grève jour et nuit dans la bonne humeur. Ils ont déjà composé une

chanson qui insiste sur le fait que c'est coude à coude qu'ils vaincront le patron.

— Ils popularisent leur grève et organisent des collectes sur les marchés, les grands magasins, les cinémas de la ville. Un comité de soutien sous le contrôle des ouvriers et à leur initiative va être mis en place cette semaine.

— La solidarité se développe : des travailleurs de Mammouth qui viennent de terminer une grève qui avait paralysé cette grande surface pendant une semaine, ceux de Montréal, de l'hôpital psychiatrique viennent apporter leur soutien. Un retraité a versé une partie de sa pension aux grévistes. Des militants ont apporté du matériel ; les commerçants du quartier viennent les encourager.

Dimanche soir un ouvrier résu-mait assez bien ce que pensaient ses camarades : « Le Joint français n'est pas si loin, on tiendra jusqu'au bout mais il faut qu'on se serre les coudes ».

*Vive la lutte classe contre classe !
Vive l'unité à la base et dans l'action !*

Solidarité active et totale autour des travailleurs de Logeais-Jamin !

*Rennes le 11 novembre.
Correspondant « H. R. ».*

DERNIERE MINUTE :

Une quarantaine des 150 grévistes de l'entreprise Logeais-Jamin ont été refoulés par la police, vendredi dernier, du terre-plein qu'ils occupaient pour s'opposer à la sortie des marchandises. La police n'y a pas été de main morte ; trois des grévistes ont en effet été blessés.

FONDERIE DE SAMBRE-ET-MEUSE (St-Brieuc)

les O.S., en réponse à leurs revendications sont menacés par le patron

Les débrayages qui ont débuté le 29 octobre portaient sur les revendications suivantes :

— augmentation de 0,50 F de l'heure,

— la prime de panier, calculée sur le taux réel des O.S. de fonderie, et amélioration des conditions de travail.

Après avoir reçu une première fois les délégués, le patron accorde généralement 1,29 %, soit 6,45 F de l'heure.

Dubus entend faire comprendre aux O.S. de fonderie que leur acte n'est pas réfléchi, et c'est dans ce sens qu'une seconde fois il convoque les délégués.

Le patron propose aux délégués (réunion du 9-11) :

« ... Si les O.S. n'ont pas repris samedi, ils seront ce jour-là en chômage technique. Si lundi la situation ne s'est pas encore arrangée, le patron se voit contraint de réduire les horaires de toute l'usine Nord à 40 h payées 40 h ». Bien sûr, toutes ces mesures prises sont la conséquence de la non compréhension des O.S. de fonderie et de leurs délégués. C'est ce que veut essayer le patron, dresser les ouvriers non-grévistes, qui subissent les arrêts de travail, n'étant pas approvisionnés par la fonderie ; le patron VEUT DIVISER LES OUVRIERS ENTRE EUX, ET FAIRE ENDOSSER TOUTE LA RESPONSABILITE DU CONFLIT AUX O.S. DE FONDERIE.

Mais il n'est pas dit que les O.S. de fonderie et les autres ouvriers de l'usine Nord se laisseront aussi facilement intimider.

Car la signification de cette menace, si elle est faite dans le but de « diviser pour régner » et pour que le patron perde le moins possible de cette lutte, c'est aussi une atteinte au droit de grève. Et cela, les O.S. de fonderie, comme tous les travailleurs de l'usine, n'accepteront pas qu'on leur supprime des droits déjà acquis par de glorieuses luttes. Si la loi est pour les patrons (chômage technique, 40 h c'est légal), les ouvriers voient d'abord à travers cela une tentative de sabotage de leur lutte. Le lundi 12-11, les ouvriers de fonderie sont au travail, déterminés à combattre plus que jamais.

Ce jour-là, on voit clairement la situation. Le patron, qui essayait par multiples moyens de briser la grève des O.S. de fonderie, se trouve en fait pris à son propre piège, la loi ne lui permet pas, sauf en cas de force majeure, de ramener les horaires à 40 heures. Or la grève des O.S. de fonderie n'est pas un cas de force majeure, le patron n'essaye d'ailleurs pas de le démontrer, mais il fait alors triste mine. Pourtant, toute la mise en scène était prévue, le patron va jusqu'à envoyer des lettres individuelles à tous les ouvriers de l'usine. Dans cette lettre où le patron fait appel à chacun d'entre nous, « à la compréhension et au bon sens », chiffres à l'appui (on ne sait où il a été les chercher), le patron termine par les menaces déjà faites avec cependant des précisions : « ... les arrêts de travail actuels sont provoqués pour d'autres raisons que celles avancées, ils créent des oppositions

et des divisions, des jalousies et des rancunes... » Voilà pourquoi le patron refuse de négocier et d'accorder une augmentation, cela créerait la division ! mais qui crée la division aujourd'hui en dressant les ouvriers les uns contre les autres ? N'est-ce pas le patron qui a tant le souci de justice sociale en parole et en réalité se sert de ses propres mots pour diviser la classe ouvrière. Et puis, il poursuit sur sa lancée son petit refrain : « ... s'ils (les arrêts de travail) devaient se poursuivre, l'activité de la fonderie serait arrêtée après réduction de l'horaire de 44 h 30 à 40 h... » et d'enchaîner : « ... la poursuite de ces arrêts entraînera, à brève échéance, la paralysie de l'ensemble de l'usine et l'arrêt de son activité ». Jamais il n'avait été si loin en parole ; pour en finir avec la lutte des O.S., le patron s'appuie sur ceux qui ne sont pas en grève et essaie de les intimider.

Hélas, trois fois hélas, les ouvriers de Sambre-et-Meuse ne sont pas dupes de cette supercherie, et de tout cœur soutiennent les O.S. de fonderie. Le patron voudrait dresser les ouvriers les uns contre les autres, mais il doit y renoncer face à la solidarité prolétarienne qui s'exprime de plus en plus avec force.

TOUS UNIS, DENONÇONS LES CHANTAGES DU PATRON !

LE PATRON CEDERA !

SOLIDARITE AVEC LES O.S. DE FONDERIE !

UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION !

Correspondant H.R.

Victoire à la S.A.F.T. (Bordeaux)

Vendredi 26 octobre, un jeune travailleur qui terminait sa période d'essai est licencié.

Immédiatement, la solidarité s'organise, la lutte s'engage ! La majorité des travailleurs de son équipe débrayent et montent accompagnés des délégués syndicaux C.G.T.-C.F.D.T. dans le bureau du patron. Devant le refus de la direction de revenir sur le licenciement les travailleurs poursuivent la grève jusqu'à la débauche en annonçant qu'elle continuera jusqu'à la réintégration de leur camarade.

Devant la résolution des travailleurs les patrons sont obligés de céder ! L'ouvrier licencié est réintégré le lundi matin.

Correspondant « H.R. ».

LES HOSPITALIERS DE DIJON EN GRÈVE

Les 14, 15 et 16 novembre les hospitaliers de Dijon se sont mis en grève.

Les 14 et 15 étaient des Journées nationales à l'appel des syndicats pour protester contre :

— les conditions de travail s'aggravant de plus en plus dues aux conditions d'hygiène, au manque d'effectif entraînant des heures supplémentaires, une fatigue toujours plus grande du personnel menaçant la sécurité des malades ;

— l'augmentation des salaires dont certains sont encore inférieurs à 1 000 F ;

— la titularisation des auxiliaires, ceux n'ayant pas le certificat d'études ne sont jamais titularisés ; dans certains laboratoires et bureaux les employés restent temporaires jusqu'aux concours internes qui ont lieu tous les 4, 5 parfois 6 ans.

Le vendredi 16 novembre fut une journée de revendications locales (malgré les promesses de la direction qui avait peur que cela se passe comme aux Hospices Civiles de Lyon) :

— fixation de la date de la table ronde promise depuis plus d'un an pour résoudre le problème local des effectifs ;

— prime de service pour tous y compris les temporaires ;

— prime de nuit égale pour tous c'est-à-dire à 1,40 F réservés jusque-là aux services dits intensifs alors que dans les autres services elle est de 0,40 F ;

— résoudre rapidement le problème des parkings pour le personnel. Depuis un certain temps, seul étaient autorisées à rentrer dans l'enceinte des CHR les voitures ayant un macaron distribué par la direction par ordre hiérarchique. Les hospitaliers veulent une autorisation par ordre d'éloignement du lieu d'hospitalisation en attendant la création d'autres parkings.

Les hospitaliers se sont plus sentis concernés que pendant les deux jours de grève du mois de juin. Il faut dire qu'à cette époque la consigne du syndicat Force Ouvrière était de rester chez soi sans popularisation de la grève. Mais depuis cette époque les conditions de travail se sont encore détériorées et le parking a mis le feu aux poudres.

Les travailleurs de la santé ont décidé la marche de leur grève en votant massivement le troisième jour pour les revendications locales et à l'unanimité une manifestation au centre ville le matin du premier jour de grève en assemblée générale.

De plus, ces trois jours de grève furent occupés à informer la population en distribuant des tracts sur les marchés, aux

portes des usines et dans les cliniques privées. Dans les établissements, une permanence des grévistes informa les visites, les malades, les médecins et les étudiants en médecine souvent très peu au courant des conditions de travail du personnel soignant et non soignant qu'ils côtoient tous les jours.

Autant en juin les responsables syndicaux avaient été écoutés autant pendant ces trois jours, ils furent obligés de suivre les travailleurs et les militants de certains syndicats. Même pendant la manifestation qu'ils voulaient « silencieuse et dans la dignité », les travailleurs ont scandés : « Des crédits pour les hôpitaux », « augmentation des effectifs » et « Messmer pense aux CHR » (Centre Hospitalier Régional). Une forte délégation d'élèves-infirmières et des étudiants en médecine s'étaient joints aux hospitaliers. A la fin de la manifestation, le mot d'ordre de dispersion fut noyé par « ce n'est qu'un début, continuons le combat » scandé par les 350 manifestants venus en blouses de travail sous la pluie.

Le vendredi soir une assemblée générale regroupa tous les hôpitaux : Bocage, Champmaillot, Générale, Trouhaude et Velars. Là nous avons été remerciés par les responsables syndicaux comme si c'étaient eux et non nos revendications que nous soutenions.

Ceci nous a permis de tirer les conclusions de cette grève et de nous préparer à d'autres formes de lutte plus dures :

— une grève administrative (proposée par des militants CFDT) fut approuvée : c'est-à-dire que l'hôpital continue de fonctionner mais les soins sont gratuits ;

— une grève de trois jours est insuffisante ;

— les réquisitions doivent être faites soit par les syndicats, soit par un comité de grève. Actuellement elles sont faites par la direction qui s'arrange pour que rien ne soit perturbé dans les services de soins et autres.

Face au gouvernement qui :

— use les travailleurs en faisant des superprofits sur son dos ;

— qui veut encore rentabiliser les soins qu'il lui donne en exploitant les travailleurs de la santé.

TOUS UNIS POUR EXIGER UNE MÉDECINE AU SERVICE DES TRAVAILLEURS !

CE N'EST QU'UN DÉBUT, CONTINUONS LE COMBAT !

Les communistes marxistes-léninistes de l'Hôpital Dijon

COMMUNIQUE DE PRESSE DU COMITE DE LUTTE DES ANTIFASCISTES GRECS A PARIS

Selon des informations précises, le samedi 17-11-73 ont eu lieu à Paris les actions suivantes pour soutenir la lutte du peuple grec :

1) Vers 13 heures, des centaines de Grecs antifascistes ont attaqué et ont pris le Consulat grec à Paris. Les attaquants ont saccagé les bureaux et archives du Consulat en criant : « Fascistes, vous tuez nos frères ! »

2) Le soir, de 20 h 30 jusqu'à 22 h 30, deux manifestations ont eu lieu, une au Quartier latin et l'autre au quartier de l'Opéra ; elles ont interrompu la circulation. Plusieurs centaines de manifestants ont distribué des tracts et crié les slogans suivants :

**COLONELS FASCISTES, ASSASSINS !
NOUS VENGERONS NOS CAMARADES !
U.S. HORS DE GRECE !
VIVE LA LUTTE DU PEUPLE GREC !**

“ Quand François MARTY engagea le combat contre le révisionnisme...”

(Suite de la page 6)

Le 18 décembre 1964, le « Travailleur catalan », journal local du P.C.F. dont François fut un des fondateurs, publia en première page une résolution de la « Cellule de Velmanya » (??) décidant l'exclusion de François Marty et annonçant déjà en trois jours (1), sa ratification par le Comité de section, le Comité fédéral et le Comité central.

En réponse à ce « faux » grossier la cellule répond simplement en publiant dans la presse locale le procès verbal de la vraie réunion de cellule et en la diffusant dans le Parti à 200 exemplaires.

Le 5 janvier 1965 nous apprenons que les membres du Comité de section hostiles à l'exclusion n'avaient pas été convoqués.

Le 8 janvier 1965 le « Travailleur catalan » reprend dans un communiqué l'exclusion de François Marty.

Le 17 janvier 1965 notre cellule se réunit pour constater cet acte de décision, appuyé officiellement par Fernand Clavaud du C.C. Elle décide de rendre publique la résolution qu'elle adopte à l'unanimité pour faire connaître « la vérité sur une exclusion frauduleuse ». Le texte a paru dans la presse locale et diffusé à 500 exem-

plaires dans le Parti, accompagné d'une « lettre » du Bureau de la Cellule qui explique notre action afin d'éclairer tous les camarades et amis pour qu'ils luttent contre la dégénérescence révisionniste du P.C.F.

Tels sont les faits qui font l'objet de notre article. Cette lutte acharnée et longue à l'intérieur de la cellule a montré les procédés et les méthodes antistatutaires, assortis de mensonges et de calomnies utilisés par les dirigeants révisionnistes pour obtenir l'exclusion de camarades attachés indéfectivement à la cause du communisme et à la fidélité aux principes du marxisme-léninisme.

En dehors du Parti

Dès lors, nous avons été contraints par les dirigeants révisionnistes à nous réorganiser en dehors du P.C.F. Nous l'avons fait d'abord sous l'égide de la Fédération des Cercles marxistes-léninistes, puis du Mouvement communiste français marxiste-léniniste pour aboutir enfin à un Parti communiste authentiquement révolutionnaire fondant son action sur les principes du marxisme-léninisme et la pensée Mao Tséoung : le P.C.M.L.F.

Suzanne Marty

Port de Marseille LA VIE DES BASSINS un peintre de bord prend la parole

Je travaille dans une boîte, filiale de Gardella, depuis plus de treize ans. L'année dernière le patron s'est mis dans la tête de nous en faire baver, aux copains et à moi, pour qu'on foute le camp ! Menaces et insultes du matin au soir !...

Un ouvrier va travailler et il est insulté toute la journée !

Au mois de septembre, un bateau arrive au bassin... il est sale, la coque pleine de corail, d'algues, de coquillages : « Si vous ne le finissez avant demain, vous êtes tous dehors ! ».

Le patron voulait qu'on fasse encore la nuit !... On n'en pouvait plus... On a refusé... Il nous a tous foutu dehors.

Le bateau est resté encore dix jours à quai, ce qui prouve bien que ça ne pressait pas tellement ! C'était vraiment pour nous jeter à la rue...

Sur les quais, il y a aussi la mafia... ceux-là se la coulent douce et se font 30 à 40 billets par jour... C'est l'aristocratie !

Nous, en travaillant comme des chiens, on ne ramasse que 80 F, quand on les fait !

Voilà comment ça se passe, il faudra bien que ça change pour de bon un jour prochain.

Un peintre de bord
lecteur de l'Humanité rouge.

29^e anniversaire de la République populaire d'Albanie

MEETING ORGANISÉ PAR L'ASSOCIATION DES AMITIÉS FRANCO-ALBANAISES

Mardi 4 décembre à 20 h 30
Salle de la Mutualité

AFFICHEZ H. R.

"Lorsque François MARTY engagea le combat contre le révisionnisme..."

69^e
anniversaire
de la
naissance
de François
Marty

Le 29 mai 1971, François Marty décédait accidentellement à l'âge de soixante-sept ans. Dirigeant du Parti communiste marxiste-léniniste de France, il était fiché comme ennemi n° 1 de la bourgeoisie et de sa dictature, par les services policiers de Marcellin au moment où éclata la tempête révolutionnaire du printemps 1968. Militant révolutionnaire prolétarien au passé glorieux de communiste et de dirigeant de la Résistance, François Marty n'accepta jamais le reniement des principes de Marx, Engels, Lénine et Staline par les révisionnistes modernes. Rejetant les théories krouchtchéviennes sur la prétendue « coexistence pacifique » et refusait les calomnies ontialbanaises et antichinoises, François Marty procéda dans le respect des statuts du P.C.F. à la lutte contre la ligne contre-révolutionnaire de Krouchtchev. Cependant si le camarade François Marty menait la lutte avec la volonté d'aboutir à l'unité révolutionnaire, les dirigeants révisionnistes eux travaillaient activement à la scission. C'est ce que nous raconte, ici, sa compagne Suzanne Marty, comme lui militante d'avant-garde, aujourd'hui directrice de publication de notre journal.

Dix ans déjà que François et moi-même avons mené ensemble la lutte contre le révisionnisme et pour la révolution prolétarienne.

MAIS COMMENT A COMMENCÉ LA LUTTE ?

D'abord au sein de la cellule du P.C.F.

Lors du XXII^e Congrès du P.C.U.S. du 27 octobre 1961, Krouchtchev a porté publiquement et officiellement à la connaissance du monde la question des divergences idéologiques dans le Mouvement communiste international, en attaquant nommément le Parti du Travail d'Albanie et ses dirigeants, en les traitant de « tyrans sanguinaires », en assurant qu'ils se maintenaient par la violence et l'arbitraire et qu'ils se préparaient à mériter les aumônes des impérialistes » (pages 14 et 15).

En 1961 encore à l'occasion d'une réunion d'information réservée aux militants du P.C.F., le secrétaire général fit une simple allusion aux divergences en nous cachant la vérité.

Après le Congrès mondial pour le Désarmement général et la Paix, réuni à Moscou du 9 au 14 juillet 1962, dans le compte rendu du « Combat pour la Paix » de septembre-octobre 1962, journal du Mouvement de la Paix, on ne mentionnait pas la Chine. Alors que le Bulletin du Conseil mondial de la Paix de septembre 1962 donnait intégralement l'intervention de la délégation chinoise (supplément n° 9 p. 13 à 18). Pourquoi cela ? Pour cacher encore aux militants français du Mouvement de la Paix que la Chine se prononçait aussi pour le désarmement général...

Dans ces conditions, il était devenu nécessaire de s'informer en s'abonnant à « Pékin Information », qui nous révéla l'étendue des divergences et des déformations calomnieuses.

De plus, pour connaître également la vérité, nous avons décidé d'aller en Albanie socialiste en septembre 1963. Et là-bas nous avons constaté que Krouchtchev avait menti. Nous avons écrit, y compris au secrétaire fédéral, ce que nous avons vu, notamment sur les dirigeants de ce pays ami, sur leur simplicité, leur modestie, leur liaison intime avec le peuple...

Aussi, dès notre retour, le 5 octobre 1963, le Bureau fédéral des Pyrénées orientales intervint auprès des membres de notre cellule de Velmanya, convoque individuellement chacun d'eux à une réunion de cellule, contrairement aux statuts. Un secrétaire fédéral et un membre du Bureau fédéral permanent viennent pour nous présenter François et moi comme des anti-parti et obtenir des sanctions.

La réunion tourne en leur défaveur après les explications politiques approfondies et la dénonciation du révisionnisme. La cellule a refusé à l'unanimité d'envisager quelque sanction que ce soit, les camarades de cette cellule ayant affirmé avec force que si malgré leur avis des sanctions étaient prises, c'est toute la cellule qui se considérait comme sanctionnée. D'autre part, la résolution du Bureau

fédéral présentée par les deux secrétaires fédéraux « condamnant » (!) les dirigeants du P.C. chinois n'a recueilli aucune voix, tandis que la résolution présentée par nous était adoptée à l'unanimité.

La Fédération a considéré cela comme une défaite aussi s'est-elle acharnée sur notre cellule et sur nous-mêmes.

Le 18 septembre 1964, après la participation de François à la X^e Conférence mondiale antiatomique de Tokyo et son court séjour en Chine populaire, il en fait le compte rendu devant la cellule qui l'approuve et le félicite à l'unanimité.

Le 18 octobre 1964, François fait le compte rendu de Tokyo aux 150 membres du Conseil national du Mou-

vement de la Paix, dont il est membre. Il s'efforce de présenter l'opposition de deux lignes différentes de défense de la paix, en proposant que le Mouvement de la Paix engage une campagne basée sur les propositions du gouvernement chinois. Mais les krouchtchéviens du Mouvement de la Paix l'accusent de vouloir la scission. Ils remanient également le projet de résolution, y introduisent la défense du Traité de Moscou, y désapprouvent l'explosion de la bombe atomique chinoise et refusent de prendre acte des propositions de désarmement nucléaire du gouvernement chinois.

« rapport du secrétaire de section sur les travaux du comité fédéral ». Mais le secrétaire de section ne fait pas son rapport. Et c'est alors une très violente attaque personnelle contre François, avec mensonges et insultes de toutes sortes par les membres du Bureau fédéral. Ils affirmaient qu'attaquer le Traité de Moscou, c'était s'opposer à la politique définie au XVII^e Congrès du P.C.F.

Pour nous deux, ce fut l'occasion de démasquer devant la cellule et tous les communistes, le membre du Bureau fédéral présent comme ennemi du Parti jusqu'en 1940.

En fin de compte l'exclusion demandée pour François et Suzanne Marty a été repoussée par 7 voix contre 3. Cette exclusion était exigée par le Comité central et ce fut une nouvelle défaite pour les révisionnistes.

Le 6 décembre 1964, après le grand succès du compte rendu public du voyage de François en Chine populaire par les A.F.C., on mute d'office à notre cellule « pour participer à ses délibérations et à ses activités » un élément « parachuté », un renégat du marxisme-léninisme qui a répudié la Chine populaire et a sabordé en tant que président local l'Association d'Amitié franco-chinoise.

Le 7 décembre 1964, le secrétaire de section, fixe d'autorité, la remise des cartes 1965 au 13 décembre, avec la participation de Fernand Clavaud, membre du Comité central.

Mais le bureau de notre cellule s'oppose à une telle réunion anti-statutaire, demande son renvoi à janvier 1965 et exige que la mutation du « parachuté » ne soit pas arbitraire mais conforme aux statuts.

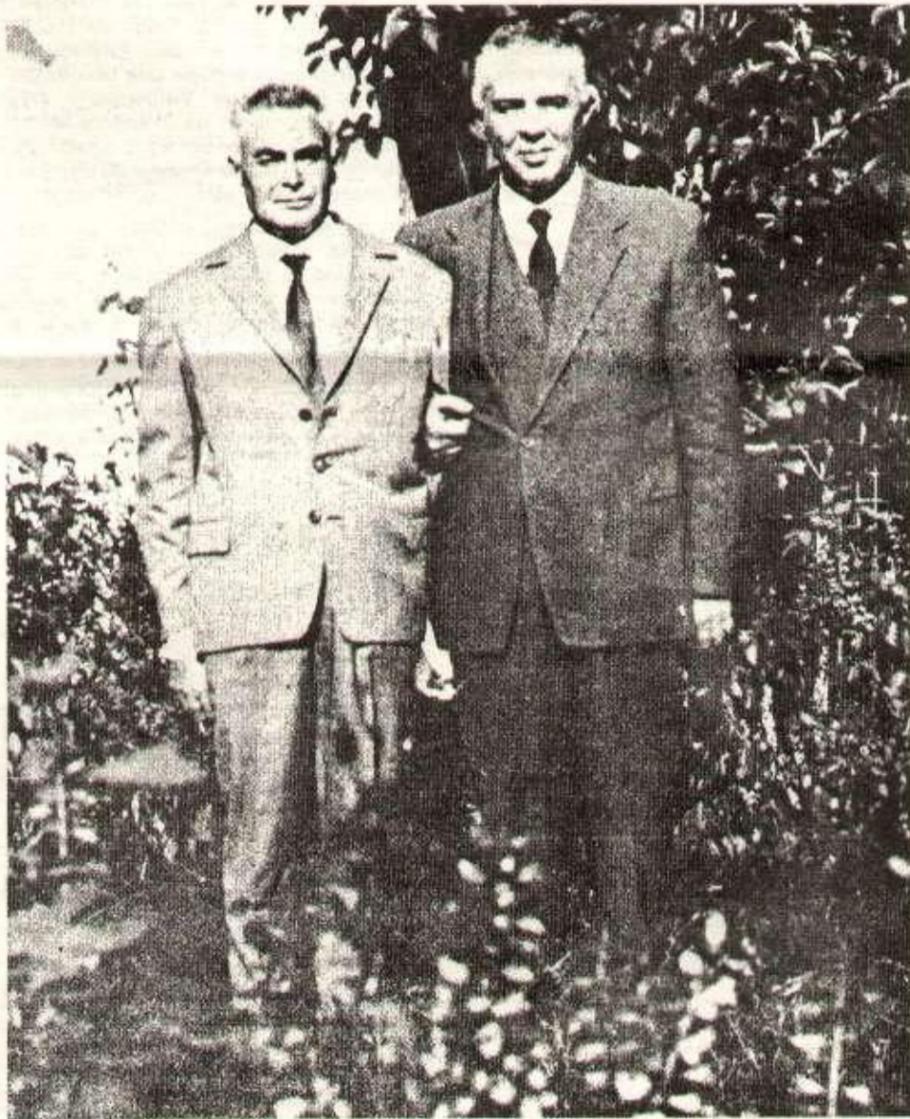
Le 10 décembre 1964, Fernand Clavaud, membre du C.C. et le secrétaire fédéral vont voir le camarade maire de la commune pour essayer de le fléchir. Mais celui-ci reste ferme. Alors Fernand Clavaud décide d'avancer la réunion au 12 décembre à 18 heures, au mépris des statuts et des décisions du Bureau politique.

La cellule (dix présents) est réunie chez le camarade trésorier. Elle décide de se présenter à la réunion organisée par Fernand Clavaud, de demander si la remise des cartes 1965 sera faite à tous les membres de la cellule et de rester si la réponse est positive, mais de repartir en bloc si elle est négative. Cependant le camarade maire est appelé par Fernand Clavaud qui désire sans doute le dissocier de la majorité. Mais notre camarade, se faisant au contraire le porte-parole de la cellule demande à Fernand Clavaud ce qu'il compte faire. Ce dernier répond qu'il faut d'abord régler l'affaire François Marty. Notre camarade lui dit que dans ces conditions la cellule ne viendra pas, que l'affaire François Marty a été réglée et qu'il ne faut plus y revenir.

Et après nous avoir rejoint, la cellule adopta le texte du « Procès verbal » constatant ce qui vient de se passer et décidant de ne reprendre la carte 1965 qu'à la condition qu'elle soit remise à tous ses membres sans exception.

En décembre 1963, nous avons constitué un « Comité pour la connaissance de la Chine » autonome au début, qui avait pour but de combattre les mensonges antichinois. Ce fut un succès et le Comité, très large, devint vite une organisation de masse qui demanda et obtint son adhésion à l'Association des Amitiés franco-chinoises. Son activité fut importante ce qui gêna les révisionnistes.

Le 15 avril 1964, le Bureau fédéral convoqua à nouveau la cellule pour « discuter » le projet de résolution du XVII^e Congrès du P.C.F. Après la critique de cette résolution, nous en demandons le rejet, mais les deux secrétaires fédéraux présents y répondent en demandant notre exclusion, en se référant à l'activité du Comité d'Amitié franco-chinoise. L'exclusion est rejetée à l'unanimité et c'est la deuxième défaite de la Fédération.



Le 4 novembre 1964, le Bureau fédéral convoque de nouveau individuellement les membres de la cellule, avec la participation du secrétaire fédéral et d'un membre du Bureau fédéral. L'ordre du jour imposé par lettre du secrétaire de section portait sur le

LA CHARTE D'ANCHAN

Anchan est la plus grande base sidérurgique de Chine qui rassemble 67 usines et mines de fer ainsi que 150 000 travailleurs.

Mais c'est aussi et surtout l'extraordinaire creuset de lutte des classes d'où est issue la « Charte de la Société sidérurgique d'Anchan » rédigée par le président Mao en 1960.

La lutte anti-révissionniste

La jeune République Populaire de Chine bénéficia dès sa naissance de l'aide internationaliste matérielle et technique de l'URSS.

Mais Liou Chao-chi et ses acolytes en profitèrent pour préconiser l'édification du vaste combinat d'Anchan sur la base des principes de la « Charte de Magnitogorsk » alors en vigueur en Union Soviétique.

Celle-ci mettait « la production avant tout » par la recherche forcée de « profits ». Recommandant la « gestion des usines par des experts » quel que soit leur couleur politique et idéologique, elle privilégiait le « système de responsabilité à chef unique » annulant ainsi le rôle dirigeant du Parti dans l'entreprise. Interdisant aux ouvriers de participer à la gestion et aux innovations techniques, elle ne leur offrait que des « stimulants matériels ». Ne tenant aucun compte des intérêts de l'Etat et de la collectivité, elle conseillait « le refus des petites commandes, des commandes devant répondre à de hautes exigences, des commandes d'exécution difficile ou

tionnaire et se fonda sur lui pour rédiger les cinq principes fondamentaux suivants qui constituent la Charte :

- 1) placer toujours la politique au poste de commandement ;
- 2) renforcer le rôle dirigeant du Parti ;
- 3) lancer vigoureusement des mouvements de masse ;
- 4) appliquer le système de la participation des cadres au travail de production et des ouvriers à la gestion, réformer les règlements dans ce qu'ils ont d'irrationnel et assurer une étroite coopération entre les cadres, les ouvriers et les techniciens ;
- 5) encourager vigoureusement les innovations techniques et mener énergiquement la révolution technique.

Son destin

Cette grande charte, issue de l'expérience concrète des masses ouvrières, devait illuminer la voie de la gestion des entreprises par le prolétariat.

Mais Liou Chao-chi veillait ainsi que ses agents. Haïssant cette charte qui les terrifiait, ils multiplièrent leurs efforts pour empêcher sa diffusion dans la Chine entière et à Anchan même où elle fut volontairement abandonnée à son retour au secret d'un tiroir d'un des principaux responsables du Comité municipal du Parti engagé dans la voie de la restauration du capitalisme. Certains



Ouvriers et techniciens étudient ensemble un nouvel alliage d'acier.

rienne. Ne doit-on pas s'intéresser aussi aux questions de l'Etat et du pays ? Dans la négative, on ne saura pas si le pays change de couleur. C'est une idée corrosive. Tandis que si l'on met la politique au poste de commandement, on se soucie des affaires de l'Etat et de l'émancipation de toute l'humanité. C'est le problème du principe directeur de l'action. Mais comment devons-nous faire pour assumer nos responsabilités de « maîtres » du pays ? Pour cela, il nous faut avant tout étudier consciencieusement le marxisme, le léninisme et la pensée-maotséoung afin de toujours mieux comprendre pourquoi et pour qui nous travaillons. »

Combinat nous assura que « La participation des cadres au travail productif n'est pas un vain mot. Un tiers des camarades de la direction va par roulement deux à trois mois par an à la production et tous les samedis, tous les administrateurs vont travailler à la base comme simples ouvriers. Ils vont en outre où les difficultés les appellent. Chaque usine dispose enfin par elle-même ou par l'intermédiaire de l'arrondissement d'une « école de cadres du 7 mai » où les dirigeants vont volontairement passer une période plus ou moins longue pour étudier et travailler avec les paysans. Ainsi se forment de nouvelles générations de cadres intimement liés au peuple et à la fois rouges et experts. »



Les ouvriers dénoncent la ligne contre-révolutionnaire de Liou Shao-chi.

des commandes à exécuter selon des normes rigoureuses » : c'étaient les « quatre refus » inspirés par « le profit avant tout ». Des règlements sévères assortis d'amendes étouffaient l'esprit créateur et l'initiative des larges masses.

Mais dès 1958, au cours du Grand Bond en Avant, les ouvriers se révoltèrent. Portant haut levé le grand drapeau rouge de la pensée-maotséoung et déployant l'esprit révolutionnaire d'oser penser et d'oser agir, ils engagèrent le combat contre la ligne révisionniste en matière de gestion de l'entreprise. En moins de deux ans et dans le feu d'une lutte acharnée, ils accumulèrent une expérience considérable dans tous les domaines de l'édification d'une organisation industrielle authentiquement socialiste.

L'élaboration de la Charte

Cette expérience diversifiée fut analysée et synthétisée dans un rapport adressé par la direction du combinat au Comité Central du Parti Communiste Chinois. Les fonctionnaires municipaux du parti qui n'en virent pas l'originalité en assurèrent la transmission sans difficulté.

Saisi de ce document, le président Mao en mesura l'importance révolu-

soutenaient en particulier qu'ils ne pouvaient pas la divulguer car ses principes étaient tout à fait opposés à la Charte de Magnitogorsk alors qu'à cette époque, les divergences avec l'URSS n'étaient pas encore rendues publiques ! En définitive, les ouvriers d'Anchan restèrent de nombreuses années sans la connaître. Il n'empêche que grâce à l'action des vaillants combattants de la ligne rouge, la Charte se répandit peu à peu à travers le pays en recevant partout un accueil chaleureux de la part des ouvriers. Mais c'est surtout au cours de la grande tempête révolutionnaire de la Révolution Culturelle Prolétarienne que les larges masses en mouvement démasquèrent et écrasèrent les tenants de la ligne noire et s'emparèrent de la Charte d'Anchan qui devint ainsi la charte officielle et unique de l'édification industrielle de la Chine nouvelle.

Témoignages d'ouvriers

Comme nous l'a expliqué un ouvrier du Combinat lors de notre visite de cet été : « Si l'on met le profit au poste de commandement, où conduit-on les ouvriers ? Est-ce que l'on doit penser uniquement à l'argent ? Cela corrompt l'idéologie prolé-

Un autre ouvrier ajouta :

« Avant, on ne savait que produire, sans qu'aucune explication nous soit jamais donnée. Maintenant, si on ne comprend pas un point, un camarade cadre ou le secrétaire de la cellule viennent discuter en toute franchise avec les ouvriers pour les éclairer et élever leur conscience idéologique. Les cadres nous expliquent tout sur notre production, même sa destination à l'intérieur du pays comme à l'étranger, ce qui nous permet d'avoir une exacte connaissance des relations internationalistes de la Chine avec les peuples du monde. Désormais, les ouvriers participent à la gestion administrative de l'entreprise, ce qui permet de soulager les cadres qui peuvent ainsi venir à la production et participer à la « triple union ». Tout cela renforce les liens entre les ouvriers et les cadres et techniciens qui se rendent mieux compte des problèmes de chacun et s'efforcent de les surmonter de concert, qu'il s'agisse des problèmes de production ou de gestion. »

« Concrètement, la participation des ouvriers à la gestion prend la forme suivante. Dans chaque escouade d'une vingtaine d'ouvriers, 8 sont élus à des fonctions différentes : sécurité, qualité, solution des problèmes techniques, bien-être, finances, salaires, production, alimentation en matière premières. Ainsi, les ouvriers deviennent à la fois producteurs et gestionnaires, ce qui a pour effet de diminuer sans cesse les différences entre travail manuel et travail intellectuel, entre dirigés et dirigeants. Ils peuvent toujours mieux assumer leur tâche historique de « maîtres » des usines. »

Après nous avoir retracé sa propre expérience, le Président du Comité révolutionnaire du laminoir n° 1 du

Les ouvriers de la Société sidérurgique ne sont pas hommes à se reposer sur leurs lauriers. Continuant à aller de l'avant, ils viennent de lancer impétueusement un nouveau mouvement de masse pour produire plus d'acier. « Saisissons-nous de chaque seconde », tel est leur nouveau mot d'ordre qui retentit dans tout le Combinat. Comme l'a dit un vieil ouvrier chevronné : « Nous autres, ouvriers sidérurgiques, nous devons rattraper le temps que nous avons perdu à cause de l'interférence de Liou Chao-chi et de Lin Piao. » Déjà, les premiers résultats apparaissent. De janvier à juin 1973, 1 174 innovations techniques ont été réalisées, accélérant considérablement la production. Trois heures ont été gagnées par coulée, ce qui permet trois heures par jour. Plus de 200 heures sont maintenant économisées pour laminier 12 200 lingots d'acier. En conséquence, 80 tonnes d'acier ont été traitées en plus au mois de juillet.

Wang Tchong-Louen, ouvrier vétéran et travailleur modèle connu dans toute la Chine, qui est chef adjoint du service scientifique et technique du Combinat a dit :

« Un ouvrier révolutionnaire doit avoir l'esprit de « saisir chaque seconde » pour mieux contribuer à la révolution et à l'édification socialiste. Je me rends parfaitement compte que comme métallo, je n'ai jamais fait assez, toutes les fois que je mesure la responsabilité que confère à notre Combinat la révolution chinoise et mondiale. Je dois, dans l'avenir, sous la direction du Parti et de concert avec les autres ouvriers et techniciens, apporter une plus grande contribution à la coopération technique et aux innovations techniques. »

C'est là l'application vivante de la juste ligne révolutionnaire du Parti Communiste Chinois consistant à « édifier le socialisme selon les principes : déployer tous ses efforts, aller toujours de l'avant, quantité, rapidité, qualité et économie ».

en bref... en bref... en bref... en bref...**Une juste position de principe**

Certains de nos amis se demandent pourquoi la Chine, au cours des débats du conseil de sécurité de l'ONU sur la guerre du Proche-Orient, s'est contentée de refuser de participer aux votes au lieu d'utiliser son droit de veto.

Parlant le 23 octobre au cours de la réunion du conseil de sécurité, le lendemain de la discussion du projet de cessez-le-feu, Kiao Kouan-houa, chef de la délégation chinoise et vice-ministre des Affaires étrangères, a dit : « Tous les gens avisés comprennent que le prétendu projet de résolution, plus ambigu même que la résolution 242, n'est qu'un bout de papier, qu'une fraude qui ne pourra résoudre aucun problème. Parlant sur le fond du problème, la délégation chinoise n'est pas pour ce prétendu projet de résolution. Pourtant, c'est en prenant en considération le désir de certains pays en cause que la délégation chinoise n'a pas voté contre et s'est abstenue ». Plus loin, il déclare : « ... par respect pour les pays intéressés, nous voulons bien prendre en considération ce projet de résolution. Mais jamais nous n'accepterons qu'il nous soit imposé. Les superpuissances ont voulu forcer l'adoption de ce projet avant même qu'il fut distribué. Quelle sorte de logique est-ce là ? Si les pays intéressés — je répète les pays intéressés — veulent cela, nous n'avons pas d'alternative : ce que nous pouvons faire tout au plus, c'est de nous abstenir de nous y opposer. Toutefois nous sommes profondément convaincus que les larges masses des peuples arabes ne se laisseront jamais contrôler perpétuellement par les deux superpuissances. » Cette juste attitude fut encore expliquée récemment : « C'est sur les demandes répétées des pays arabes que nous n'avons pas utilisé le veto », mais plus loin, les camarades chinois se déclarent convaincus que les peuples arabes feront l'expérience de la duplicité des superpuissances.

De la guerre prolongée

Un article du « Monde » du 14 novembre rapporte des propos tenus par des responsables algériens sur la guerre du Moyen-Orient et son évolution actuelle. Plusieurs idées importantes y sont développées : la nécessité d'une guerre longue et dure, l'unité arabe, la déception vis-à-vis de l'attitude des Soviétiques, les tentatives et manœuvres américaines pour diviser les pays arabes.

L'article écrit sous la forme de commentaires d'une interview accordée par des responsables algériens débute par un hommage à la discrétion observée par les Algériens au sujet de leur aide importante accordée aux Égyptiens et aux Syriens. Evoquant le conflit, « Le Monde » indique que « les Algériens auraient expliqué, au cours de leurs contacts avec les autres dirigeants arabes, que la guerre ne devait être limitée ni dans le temps, ni dans l'espace, en soulignant que l'Égypte disposait d'un arrière-pays s'étendant de la Libye à l'Atlantique et que la Syrie à derrière elle l'Irak et la péninsule arabique. Le problème n'était pas de gagner ou de perdre, mais de « faire une guerre dure et qui dure ». Ainsi,

il fallait faire comprendre aux Israéliens que « le temps de la guerre éclair et élégante » est révolu. Ce que réclame à les Algériens, c'est l'application de la tactique de guerre prolongée, qui a conduit le peuple Vietnamien à la victoire et qui connaît de brillants succès au Cambodge et au Laos.

En ce qui concerne l'unité des pays arabes, celle-ci ne se consolidera que dans une lutte sans merci contre le sionisme : « La bataille a fait taire les contradictions inter-arabes, qui sont réelles et a provoqué un élan unitaire et une solidarité profonde. Or, c'est à travers une guerre longue, en raison de l'attitude sioniste, que cet acquis aurait été consolidé. » Plus loin, les responsables algériens précisent : « Nous avons le souci de sauvegarder la solidarité arabe et la solidarité arabo-africaine qui se sont manifestées d'une façon éclatante depuis le sommet des non-alignés, et qui peuvent être d'un grand poids face aux manœuvres des superpuissances ». Ces mêmes superpuissances sont dénoncées, tant parce qu'elles ne voulaient pas de cette guerre que parce qu'elles ont lutté « avec la même ardeur et le même acharnement pour imposer le cessez-le-feu. » « Le Monde » s'appuyant toujours sur ses sources officielles algériennes, précise que les entretiens à Moscou de Brejnev et Boumediène, au cours desquels Brejnev a présenté comme aspect principal la coexistence avec les USA, ont confirmé Boumediène « dans l'impression qu'il avait déjà eue lors d'un précédent voyage en 1967, au lendemain de la Guerre des Six Jours... qu'ils (les Soviétiques) s'étaient eux-mêmes « embourgeoisés » avec le temps et que Moscou n'était plus comme en 1917, le centre dynamique de la révolution. »

Enfin, les Algériens dénoncent comme une tentative pour diviser les pays arabes les différents voyages de Kissinger dans des capitales arabes et, s'ils sont déçus par l'attitude de l'Égypte à ce sujet, ils se montrent convaincus que l'Algérie, la Libye, la Syrie, l'Irak, l'armée et le peuple égyptiens « enrayeront les mécanismes d'une éventuelle capitulation » et « n'accepteront pas de s'être battus pour rien », à moins qu'Israël n'accepte pas de « s'incliner réellement devant la loi internationale ».

La conférence de l'Internationale socialiste

Cette conférence de l'Internationale socialiste s'est tenue alors qu'Israël est de plus en plus isolée, ne pouvant plus s'appuyer que sur des pays comme l'Afrique du Sud ou la Rhodésie en Afrique même, c'est-à-dire les pays racistes ou fascistes. A ces amis sûrs, viennent s'ajouter les membres de l'Internationale des traités sociaux-démocrates. Tous les représentants des Partis socialistes européens étaient présents à cette conférence extraordinaire convoquée à seule fin de cautionner la politique expansionniste d'Israël en s'opposant à la déclaration récente des neuf à Bruxelles recommandant à Israël d'évacuer les territoires occupés et insistant sur les droits légitimes des Palestiniens.

Par ses déclarations bafouant les droits des peuples arabes et la cause du peuple palesti-

nien, Golda Meir montre sa volonté de poursuivre une politique impérialiste au Moyen-Orient montre le peu de cas qu'elle-même fait des chiffons de papier qu'elle a pourtant signés. Mais cette cause injuste, défendue à cette tribune réformiste par les Mitterand et Wilson, ne saurait être approuvée ni soutenue par aucun peuple du monde. Et elle se heurte à tous les peuples et pays arabes et au peuple palestinien qui luttent pour la restitution par tous les moyens de leurs territoires occupés par les sionistes et la création d'une Palestine libre, démocratique et laïque. Et inévitablement cette juste lutte triomphera et surmontera toutes les embûches et les obstacles qui se dresseront sur son chemin.

Etat d'urgence en Grande-Bretagne

Depuis déjà longtemps le gouvernement britannique doit faire face à une grave crise économique et sociale. Ainsi la balance commerciale du mois d'octobre accuse un déficit de 233 millions de livres. Le lundi 5 novembre, plus de 5 000 ouvriers de la métallurgie manifestaient dans le centre de Londres, et 250 000 métallos suivaient le mot d'ordre de grève du syndicat des métallurgistes. Depuis, ce sont les mineurs et les électriciens qui se sont mis en grève, les uns protestant contre la répression anti-syndicale et refusant de faire des heures supplémentaires, les autres ne voulant pas assurer certains travaux d'entretien. L'état d'urgence permet au gouvernement de réquisitionner tous les stocks de charbon. C'eût été dommage que la sœur Anne, qui ne voyait rien venir, fût obligée, comme le craignait « Libération », de se marier aux bougies. Car nous venons de voir simultanément le fossé entre les deux Angleterres : d'un côté, un faste somptueux organisé grâce à l'argent arraché à la sueur du peuple, de l'autre, une classe ouvrière combative, qui de Chrysler aux dockers et aux mineurs, montre la voie de l'Angleterre de demain. D'un côté une publicité tapageuse, aussi peu innocente qu'elle vise délibérément à détourner l'attention (et nous le voyons d'autant mieux que l'événement est « important »), de l'autre un silence presque unanime, un black-out feutré. Mais

cela n'empêchera pas la lutte de la classe ouvrière anglaise de se développer et d'être victorieuse.

Marchais et l'internationalisme de Maurice Thorez

Dans un discours prononcé le lundi 12 novembre à Hanoï, Marchais a notamment déclaré : « Nous savons que vous gardez de même le souvenir chaleureux de celui qui symbolise la lutte que le Parti Communiste Français mena depuis toujours contre le colonialisme et pour l'internationalisme, le camarade Maurice Thorez... » Marchais a-t-il oublié l'opportunisme du P.C.F. lors de la guerre d'Algérie. Nous avons déjà abordé cette question, mais rappelons-nous : qui a dit « oui nous voulons une union libre entre les peuples de France et d'Algérie. L'union libre cela signifie certes, le droit au divorce, mais pas l'obligation de divorcer ». (Discours du 17 février 1939), apportant un soutien contre-révolutionnaire au colonialisme français par le biais « d'innovations théoriques » comme le souligne notre camarade Jacques Jurquet. N'est-ce pas Thorez qui présentait dans le même discours l'Algérie comme une « nation en formation dans le creuset de vingt races ». En réalité Thorez refusa d'envisager sérieusement l'indépendance nationale des peuples colonisés par l'impérialisme français. Marchais ne peut tromper personne lorsqu'il le présente comme le symbole de l'internationalisme.

Sommet franco-africain

Le 13 novembre s'est tenue à Paris la réunion des chefs d'États francophones d'Afrique Noire. Le Sénégal, le Gabon, la Côte d'Ivoire, la République Centrafricaine, le Niger, la Haute-Volta, le Togo, le Dahomey, la République populaire du Congo, et le Mali y étaient représentés. Le Cameroun, la Guinée, Madagascar et la Mauritanie étaient absents. L'ordre du jour portait sur trois aspects : les relations avec la France (zone monétaire et rapports généraux), les relations des pays francophones d'Afrique Noire entre eux et le problème du Proche-Orient.

En ce qui concerne les relations avec la France, la question monétaire est la plus importante : les Africains ont obtenu une égalité complète avec la France au niveau de leur représentation au sein de la banque centrale des États de l'Afrique, de l'Ouest « l'africanisation » totale de la direction de cette banque et le maintien de la cote du Franc CFA sur le Franc Français (avec possibilité de convertibilité du franc CFA en franc français). Mais cela maintient la dépendance totale du franc CFA à l'égard de la « santé » du franc français surtout du fait de l'obligation à ces pays de verser les devises provenant de leur commerce extérieur dans un fonds commun situé à... Paris. Déjà certains pays ont montré la voie d'une indépendance monétaire en créant leur propre monnaie nationale : c'est le cas de la Guinée de Sékou Touré et de Madagascar.

Dans le domaine de leurs relations internes, les pays francophones ont à surmonter bien des difficultés dont notamment leur unification réelle au sein de l'Organisation Commune africaine, malgache et mauricienne (OCAM), actuellement moribonde. Pourtant dans bien des domaines, les pays africains renforcent leur entraide et la solidarité des pays membres de l'OUA et des pays arabes se fait plus forte.

Ainsi récemment, face à la sécheresse qui frappe nombre de pays, ce sont non seulement des pays comme le Nigéria qui viennent en aide aux pays atteints, mais aussi l'Algérie ou le Maroc. En mai dernier, une conférence s'est tenue à Abidjan sur les problèmes commerciaux, monétaires et de développement. De plus en plus les relations entre les pays d'Afrique, les traités et accords sont nombreux. Les vues sur les problèmes internationaux sont convergentes ainsi que l'a montré la 4^e Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés en septembre dernier. Ainsi, la totalité des pays francophones d'Afrique Noire a rompu avec Israël et ainsi resserré leurs liens avec les pays arabes. C'est pourquoi les pays africains francophones demandent à être associés au règlement du Proche-Orient. Cette volonté d'unité des pays d'Afrique contre le racisme, le colonialisme et le néo-colonialisme, comme l'affirmait la Conférence des pays non-alignés est un aspect positif de l'évolution du tiers-monde.

E-100Distributeur
de Guozi Shudian**DIFFUSE LES TEXTES DU
X^e CONGRÈS****DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS**

L'exemplaire 1,10 F (port en sus 1,25 F)

E. 100 - B.P. 120 - 75962 PARIS Cedex 20

La presse et l'arme du pétrole,

"Scandales" et scandale

Les décisions des pays arabes exportateurs de pétrole, réduisant leur production et boycottant certains pays pro-sionistes, jusqu'à la libération des territoires arabes occupés, commencent à porter leurs fruits. Les Pays-Bas manquent de pétrole, et avec eux la Belgique, l'Allemagne de l'Ouest, le Japon. Finis les pronostics rassurants sur le « boycott inapplicable et inefficace ». Les « puissances » occidentales ne font plus les fières; les gouvernements les plus ouvertement sionistes d'Europe, néerlandais et danois, ont été contraints de signer la Déclaration commune des neuf, qui exprime leur accord avec les résolutions du Conseil de Sécurité de l'O.N.U. C'est un fait appréciable pour les pays arabes, puisqu'il contribue à isoler l'Etat sioniste.

Et la presse sioniste européenne a crié au « scandale ». Il n'y a plus moyen d'exploiter en paix! Les Arabes nous asphyxient, nous frigorifient, nous affament, nous poussent au crime — contre Israël! — nous volent « notre pétrole ». Que de « scandales » en vérité! On se lamente, on s'indigne, on récrimine: l'ère du pétrole à bon marché, l'ère du pillage est passée... Il faut trouver un bouc émissaire...

TROUVER UN BOUC EMISSAIRE

« La hausse des prix? C'est la faute aux Arabes! » Le rationnement, le chômage, les écoles non chauffées, les usines au ralenti, c'est leur faute aussi; et le venin raciste est lentement inoculé dans les esprits... Ainsi, le 19 octobre, dans « L'Aurore »:

« Rationnement inévitable des carburants en France, si les Arabes tiennent bon! »

La campagne raciste antiarabe ajoute de nouveaux mensonges à son attirail, le but visé reste le même: diviser travailleurs français et travailleurs arabes, détourner l'attention, dévoyer la colère populaire en désignant un bouc émissaire, préserver les véritables responsables de la hausse des prix, du chômage, de la sale vie que nous menons, patrons, banquiers et politiciens, des coups redoublés de la classe ouvrière et du peuple.

QUAND ON RECHERCHE UNE VERTU

Le piège est un peu grossier; et pour ceux qui n'y tomberaient pas, on a réservé autre chose: le chantage à la « survie

des juifs! ». Ainsi, commentant l'accord des neuf du Marché commun — qu'ils n'ont pas publié au nom de la justice et du droit, cela va sans dire — Jean Ferniot s'écrie, à R.T.L.:

« Le sang des juifs contre l'essence de nos voitures! », faisant écho à la presse israélienne — Maariv:

« La survie d'un petit Etat dépend du chauffage central! »

Et les bonnes âmes hochent la tête, les pieds dans leur pantoufles, dans l'appartement bien chaud: « Sommes-nous égoïstes! Soutenir les Arabes, condamner Israël! Pour du pétrole; quel scandale! » Mais l'accord de la C.E.E., qui reprend les thèses de l'O.N.U., s'il marque un changement des pays européens traditionnellement sionistes, N'EST PAS UN VÉRITABLE SOUTIEN A LA CAUSE DES PAYS ARABES; loin s'en faut! Jean Ferniot et ses confrères le savent bien; mais l'occasion est trop bonne: selon eux, Israël est une « victime », victime des nations arabes, victime des appétits égoïstes occidentaux... Au fond, tous les beaux sentiments sur « notre égoïsme », « notre matérialisme », toute cette belle vertu dont Jean Ferniot et les autres se parent, servent tout à fait les sionistes israéliens... Et Daniel Mayer, de la « Ligue des Droits de l'Homme », muet à chaque assassinat de Palestinien à Paris, à chaque assassinat de travailleur arabe dans notre pays, évoque pêle-mêle, Eichman, Anne Franck, Munich... Quand on n'a pas d'arguments, restent encore les mensonges, les sentiments manipulés... Les sionistes européens s'y connaissent! C'est cela, le véritable scandale: utiliser les justes sentiments des Européens contre le nazisme et l'antisémitisme, pour servir l'Etat sioniste d'Israël, raciste et terroriste!

QUAND LE VOLEUR CRIE « AU VOLEUR »

Ce n'est pas tout; à croire la presse occidentale, il y a un autre scandale encore. « L'Aurore », 19 octobre: « Il s'agit bien d'un attentat conscient à la vie économique de l'Occident. »

Maariv: « Les dirigeants arabes pourrissent s'asseoir un jour dans les capitales européennes et dicter leurs ordres. »

« Retournement de la colonisation », diktat arabe...

La mentalité impérialiste s'offusque: « Ils osent fermer les robinets du pétrole! Ce pétrole, c'est le nôtre! Nous l'avons cherché, découvert, exploité. » « C'est un véritable pacte colonial » s'écrie un colonialiste bon teint, et qui « aurait pour seul fondement la présence dans certains Etats de ressources que d'AUTRES y ont trouvées ».

On croit rêver à entendre ces messieurs qui ont applaudi et applaudissent encore au pillage des peuples coloniaux, quand ils pleurnichent sur leurs prétendus « droits », sur la prétendue agression économique des pays arabes contre l'Europe. Car enfin, A QUI PROFITE LE PÉTROLE ARABE, sinon à eux et leurs semblables? Qui empoche les superprofits pétroliers extorqués à leurs possesseurs arabes, sinon les grandes compagnies européennes et américaines? De quel droit revendiquerions-nous des richesses qui ne nous appartiennent pas? Les peuples arabes exigent-ils du gaz de Laq, du charbon du Nord ou du fer lorrain? Ont-ils des intérêts dans leur extraction? Non!

Les récriminations de nos journalistes et spécialistes sont celles de voleurs qui ne font plus de bonnes affaires. Voilà des dizaines d'années qu'ils pillent le pétrole arabe, s'empressent les poches de dollars — reversés en partie à Israël — VOILA QUI EST SCANDALEUX! C'EST LE SCANDALE PROPRE A L'IMPERIALISME.

Aujourd'hui, les peuples arabes ne veulent plus être pillés, volés, spoliés à merci. Les impérialistes s'indignent? Ils n'ont encore rien vu!

Nouvelles du Cambodge

La lutte du peuple cambodgien entre dans une phase décisive; plus de 90 % de son sol est libéré; le pouvoir populaire contrôle aujourd'hui plus de 5,5 millions d'habitants. C'est dans ce contexte que les dirigeants du F.U.N.C. et du G.R.U.N.C. ont décidé le transfert à l'intérieur du pays des ministères du G.R.U.N.C. remplissant leurs tâches à l'étranger; l'envoyé spécial Ieng Sary a regagné son pays, via Hanoï où il a rencontré le premier ministre, Pham Van Dong.

triotés contrôlent la route n° 38 et la rivière Pdrekh Thnot.

Dans la zone libérée, chacun redouble d'efforts, tenant « d'une main la charrue, de l'autre le fusil ».

— La récolte de la saison humide s'annonce bonne; le riz monte en épi, et l'on moissonne dans les zones côtières; les préparatifs pour les cultures de saison sèche sont terminés. Les surfaces cultivées ont été largement étendues; les travaux d'irrigation multipliés; l'industrie textile artisanale réanimée.



Sur le front militaire, l'encerclement des zones temporairement occupées par l'ennemie continue:

— Les tentatives de Lon Nol ont échoué devant Kep, ville côtière du Sud du Cambodge; les combattants ont repoussé leurs ennemis et incendié deux navires tonnoiliens;

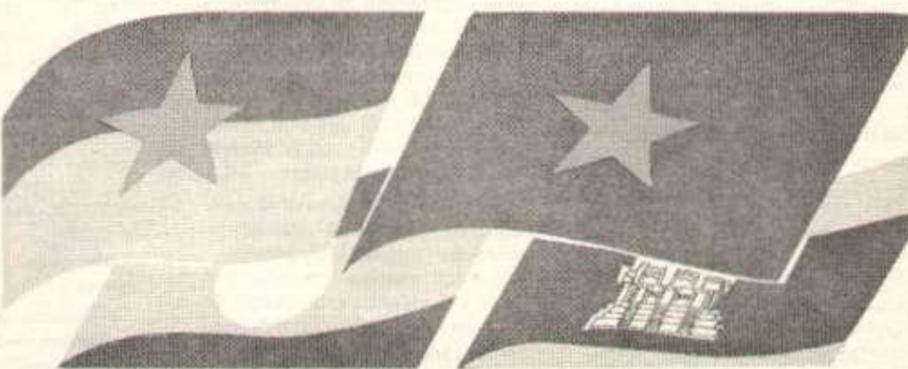
— Les F.A.P.L.N. ont libéré deux bourgades: Dram Khna et Srang, éliminant plus de 3 000 ennemis et récupérant du matériel de guerre;

— Après quarante-cinq jours d'opérations contre la ligne de défense Sud de Phnom Penh, les pa-

— L'Association des Femmes démocratiques du N.-E. cambodgien a tenu sa seconde conférence en octobre; après un large débat, les déléguées ont fixé leurs nouvelles tâches et les méthodes pour les réaliser, toutes unanimement décidées à mobiliser largement les femmes pour la victoire de la révolution.

Sur le front diplomatique, 69 pays de l'O.N.U. ont demandé l'inscription de la question du rétablissement des droits légitimes du G.R.U.N.C., gouvernement légal et légitime du Cambodge à l'O.N.U.

SOLIDARITÉ INDOCHINOISE



A la suite d'une visite des dirigeants du Parti et du gouvernement de la République démocratique du Vietnam dans la zone libérée du Laos, la délégation du Parti des travailleurs vietnamiens et du gouvernement et celle du Comité central du Front patriotique lao ont signé une déclaration commune qui exalte la solidarité et l'unité de vues des combattants face aux nombreuses difficultés créées par l'impérialisme U.S. au Vietnam et au Laos. Ci-dessous le passage de la déclaration concernant le Cambodge:

« Les deux parties saluent chaleureusement le peuple cambodgien frère qui a enregistré de très grandes victoires, des victoires de portée stratégique et qui a, en particulier, mis récemment en échec l'escalade de guerre la plus insensée entreprise par l'aviation U.S., obligeant l'impérialisme américain à mettre fin à ses bombardements, l'acculant ainsi que ses valets dans une situation plus critique que jamais et ouvrant des perspectives radieuses pour la lutte

patriotique du peuple cambodgien.

« Fidèles à la déclaration commune de la conférence au sommet des peuples indochinois, les deux parties soutiennent résolument la lutte du peuple cambodgien frère. Elles exigent de l'impérialisme américain la cessation de son intervention et de son agression au Cambodge et la cessation de tout soutien à la clique de son valet Lon Nol. Le problème du Cambodge doit être réglé par son peuple lui-même, conformément à la proclamation en cinq points du 23 mars 1970 de Samdech Norodom Sihanouk, chef d'Etat, et au programme politique du Front uni national du Kampuchea. Le Gouvernement royal d'Union nationale du Cambodge avec Samdech Penn Nouth comme Premier ministre et M. Khieu Samphan comme vice-Premier ministre est le seul gouvernement légal et authentique des sept millions de Cambodgiens. La lutte patriotique du peuple cambodgien sera infailliblement couronnée de succès. »

COMMANDEZ
notre brochure

**"Soutien
aux peuples
arabes
et palestinien"**

Discours prononcé
par
Jacques JURQUET

au nom de
l'« Humanité rouge »

0,50 F (Port en sus)

QUELLE VOIE PRENDRE ?

Meeting dans le XVIII^e

Quelle voie prendre ? Tel était le thème du meeting organisé par l'HR dans le XVIII^e. Une centaine de personnes étaient présentes.

La réunion commença par la dénonciation des deux super-puissances. L'orateur montra en quoi l'impérialisme US et le social-impérialisme par nature agressifs et fauteurs de guerres, sous leurs fausses allures de « champions de la détente » et malgré leur collusion contre les luttes des peuples du monde, rivalisent avec acharnement pour se disputer l'hégémonie mondiale. Un exemple en est l'accroissement de leur présence militaire en Europe et en Méditerranée.

La salle applaudit l'évocation de la juste lutte de tous les peuples arabes contre le sionisme et du peuple palestinien pour une Palestine libre, démocratique et laïque, rejetant la politique de « ni guerre, ni paix » entretenue par les super-grands.

Tirant les leçons de la politique révisionniste au Chili, l'orateur indique ensuite que seule la voie révolutionnaire du peuple en armes, classe ouvrière en tête, serait capable de balayer la junte fasciste et d'instaurer le socialisme. La lutte des peuples dans le monde, les victoires des peuples indochinois, la création de jeunes partis marxistes-léninistes (comme celui de Guadeloupe) ont été salués.

Ensuite une projection de diapositives illustrant la lutte des Lip contre les licenciements et le démantèlement de leur entreprise montrait le soutien gigantesque apporté aux Lip par le peuple travailleur et la jeunesse de France.

Puis, un ouvrier métallurgiste fit un exposé de la situation actuelle en France : Face à un régime instauré par un coup d'Etat en 1958, consolidé par une ossature fascisante (ex : constitution), face à la crise économique et sociale du système ca-

pitaliste (inflation, chômage, hausse des prix...), les agents de la bourgeoisie que sont les révisionnistes du P.C.F. cherchent à égarer notre peuple dans l'impasse de l'électoratisme, dans la collaboration de classe et les compromis sans principe.

Mais la classe ouvrière renoue avec ses traditions de lutte de classes, n'hésitant pas s'il le faut à entrer dans l'illégalité (aiguilleurs du ciel, Lip, Larzac...) et à employer une violence juste (séquestrations, occupations...).

De plus en plus, c'est classe contre classe, dans l'unité à la base et dans l'action que se forment ses victoires.

Enfin, l'objectif stratégique des marxistes-léninistes fut expliqué : mener à bien la révolution prolétarienne dirigée par le Parti d'avant-garde de la classe ouvrière afin d'instaurer le socialisme.

Correspondant H.R.

“Pour un journal au service des travailleurs”

Nous publions ci-dessous un tract réalisé par des camarades pour faire connaître « L'Humanité Rouge ». Ce tract, diffusé à la sortie d'une usine, a été suivi d'une vente de « L'Humanité Rouge » qui fut positive.

Un seul journal défend réellement la classe ouvrière : L'Humanité Rouge, journal communiste, marxiste-léniniste. Il soutient toutes les luttes de la classe ouvrière, pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière et pour l'établissement de la dictature du prolétariat, qui est la dictature sur la bourgeoisie et la démocratie pour le peuple.

Il soutient les luttes des peuples opprimés : Palestine-Vietnam-Cambodge.

Il ne reçoit pas d'argent des capitalistes : seul l'argent de ses lecteurs lui permet de vivre et de se développer.

Le journal montre à tous les ouvriers qui écrivent ou simplement qui le lisent, que tous leurs problèmes sont communs à toute une classe, qu'ils font partie d'une même classe, la classe ouvrière et qu'ils luttent non contre tel patron particulier, mais contre la classe des capitalistes toute entière et contre son Etat et son gouvernement. Ainsi notre objectif (la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière et l'organisation de la société socialiste en France) devient plus clair aux yeux des travailleurs.

D'autre part, des liens réguliers entre le journal et ses

lecteurs font qu'il reflète la volonté unanime de tous les travailleurs de mettre fin, dans un même combat, au régime excécré d'exploitation de l'homme par l'homme.

QUE CHACUN ECRIVE A TOUS.

Un aspect essentiel du rôle du journal est de renforcer notre unité, de forger notre unité prolétarienne. Pour cela, il faut que chacun qui combat ici ou là, au milieu de notre peuple, donne des « nouvelles » à tous.

Il ne s'agit pas d'écrire de belles phrases, mais de mettre simplement par écrit tout ce qui peut intéresser la progression du mouvement révolutionnaire : toute information (économique-social-politique, d'intérêt national ou local), porte une empreinte de classe et aide à mieux comprendre qui sont nos amis et qui sont nos ennemis.

Le journal doit donner la position du prolétariat révolutionnaire sur tous ses problèmes : qui peut mieux l'informer que ceux qui vivent l'exploitation et l'oppression de l'excécrable système capitaliste ?

Qui peut mieux dénoncer ce qui se passe dans les ateliers, les quartiers, les bureaux, que ceux qui y travaillent, y vivent,

c'est-à-dire surtout les ouvriers ?

Un exemple : Un accident de travail a lieu dans votre atelier : informez le journal, dites pourquoi cet accident a eu lieu, quelle est la réaction des travailleurs.

— Vous avez participé à une réunion syndicale : dites ce qui s'y est dit, les opinions des travailleurs, et celle des traitres révisionnistes.

— Dans votre quartier, les flics font la chasse aux jeunes des racistes attaquent nos frères immigrés... notez-le.

Ainsi des ouvriers de Telic nous ont écrit pour nous rapporter les récits de leur dernière lutte.

Vous le trouverez dans le journal de cette semaine.

De cette façon notre journal, et donc notre mouvement, deviendra plus puissant et plus efficace.

Cela nous donnera plus de force pour continuer à lutter contre l'injustice de ce système, plus de courage et d'enthousiasme pour nous organiser dans la lutte.

Que notre journal soit, selon Lénine :

« Comme une partie d'un gigantesque soufflet de forge qui attise chaque étincelle de la lutte de classe et de l'indignation populaire, pour en faire jaillir un immense incendie. »

OUVRIER !

SOUTIENS TON JOURNAL
- L'HUMANITE ROUGE - !
LIS-LE ! DISCUTES-EN !
FAIS-LE LIRE AUTOUR DE TOI !

SOUSCRIPTION PERMANENTE

1 instituteur révolutionnaire	2	Pour le renforcement de HR, arme du prolétariat, un postier	18
Un cariste	7,50	CDHR J. Staline S.	240
CDHR F. Marty	12	Des camarades de l'est	75
CDHR Hapiot	100	CDHR Gramsci	9
1 lycéen du technique	2,30	1 lecteur	1
1 postier	2	En supplément à réabonnement, T.B.	30
CDHR Denis Gemnitz	40	D.C. en supplément à abonnement	40
CDHR Stalingrad	48,30	CDHR Staline C.	50,50
Des camarades J.A.	110	Des camarades de Bretagne	20
1 dessinateur	8	Soutien à HR, S.A.	10
1 sympathisant	2	1 enseignant, soutien à HR	85
1 sympathisant	6	CDHR L. Michel	35
1 monteur câbleur	2	CDHR Gramsci	14
1 lecteur	8	CDHR Quémal Stefa	4,50
CDHR J.-P. Thimbaud	24	1 ouvrier chauffagiste	4
CDHR H. Barbusse	25	Pour soutenir HR, H.H.	12
CDHR F. Yveton (octobre)	129	Soutien à HR, B.B.	50
Sur des marchés	13,80	Soutien à HR octobre	100
1 lecteur	26	Anonyme	50
Soutien militant du FRAP	1	Un travailleur de Palaiseau	10
Soutien sur un marché	2	Soutien militant	5
CDHR Flourens	600		
CDHR Catelas	50		
CDHR P. V. Couturier C.E.	10		
	50		
Des enseignants de l'ouest, soutien mensuel	17,50		
Vive la lutte classe contre classe	6,50		
Un retraité de la Sécurité sociale	2		
Une amie Tourangelle HR vaincra !	29		
Pour que HR poursuive son juste combat politique et idéologique M.P.	10		
Soutien à HR, une étudiante	5		
		Total de la semaine	2 223,90
		Total général utilisé pour le règlement des dettes de l'H.R.	376 611,96

Soutien à Lip

Des camarades, Soutien à Lip 102

ALBANIE AUJOURD'HUI N° 4 est paru

Au sommaire :

- Un discours d'Enver Hoxha sur « l'Armée du peuple soldat ».
- Les événements tragiques du Chili : une leçon pour tous les révolutionnaires du monde.
- La lutte contre les manifestations idéologiques étrangères au socialisme.
- La possibilité d'édifier le socialisme sans passer par la phase du capitalisme évolué.
- Le néo-freudisme, courant de l'idéologie bourgeoise.
- La classe ouvrière soviétique dépouillée des moyens de production.

PASSEZ VOS COMANDES A

E-100

B.P. 120 - 75962 Paris Cedex 20

l'exemplaire 3,40 F

Demande de contact

Dans le but de diffuser plus largement « L'Humanité Rouge », pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

Nom : Prénom :

Age : Profession :

Adresse :

.....

Signature

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT TROIS MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
Etranger :	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

QUI EST LE PEN ?

Ancien député poujadiste et « indépendant », Le Pen est président du Front national créé à partir d'Ordre nouveau. Il a été candidat aux dernières législatives, dans la 17^e circonscription (Paris XV^e).

Le Pen présentait plus de 100 candidats qui se sont illustrés dans la lutte fasciste, raciste et colonialiste sous le drapeau de l'Algérie française et de l'O.A.S. Parmi eux treize dirigeants nationaux d'Ordre nouveau. Parmi les plus connus citons François Brigneau, rédacteur en chef de l'hebdomadaire fasciste « Minute », François Duprat, auteur du livre « Les Journées de Mai 68 », auteur d'une étude sur les organisations M.L. en France et dans le monde pour les besoins de la police. Mais parmi les candidats nous avons eu la surprise, sans étonnement, de retrouver Gabriel Jeantet, industriel, titulaire de l'« Ordre de la Francisque de Pétain » sous le n° 40 qui fut l'un des deux parrains de François Mitterrand, allié de Georges Marchais, qui l'obtint sous le numéro 2202.

Il ne faut donc pas s'étonner que Le Pen ait déclaré que pour faire échec à la majorité et au communisme (entendre par là le marxisme-léninisme) il irait là où il n'aurait pas de candidat jusqu'à faire voter pour le Parti « socialiste » de Mitterrand. Evidemment leur point commun c'est la Francisque, symbole du fascisme en France sous l'occupation allemande.

Dans son programme Le Pen reprend les thèmes chers à Pétains et Laval, sortis tout droit de « Mein Kampf » de Hitler : travail-famille-patrie, national-socialisme. Ex. : « ... le goût de la terre, la fidélité à la patrie le sens du sacrifice, l'amour de la famille, l'estime du travail bien fait, le goût de l'ordre, de l'autorité, de la hiérarchie, l'admiration de la gloire, la propriété privée base de la responsabilité sociale, la réforme du système capitaliste, etc. et rejette la révolution socialiste et la dictature, qu'elle soit prolétarienne ou autre. » Il ajoute cet avertissement :

« ... Les idées modernes qui faisaient les manchettes de sa presse avant que

la Révolution de 1945 ne l'en dépouille. »

Il critique la majorité parce qu'elle a « amené le drapeau tricolore partout où il flottait dans le monde », parce qu'elle « laisse envahir le pays par une immigration incontrôlée, menace aujourd'hui pour l'emploi, pour la sécurité, pour la santé des Français... ». Ce sont là, pour l'immigré les mêmes arguments qu'a utilisés Hitler pour tenter de liquider physiquement et totalement la population juive dans le monde, et d'abord en Allemagne.

Rappelons qu'il y a peu, Le Pen a été condamné pour propagande fasciste et apologie du nazisme hitlérien pour avoir, dans le but de financer son mouvement, édité et reproduit des disques des chants fascistes des S.S. et S.A.

Parmi les quelques exploits du fasciste Le Pen, prêt à voter Mitterrand, comme hier Tixier-Vignancourt, nous publions un article paru dans « Résistance algérienne », n° 32 du 1^{er} au 10 juin 1957, sur des faits où François Mitterrand était ministre de l'Intérieur. Cet article figure également sous le titre « Les activités d'un parlementaire français », dans le livre d'Hafid Karamane « La pacification », livre noir des six années de guerre d'Algérie, que l'auteur a « dédié à Guy Mollet, élu du Front républicain pour la paix en Algérie », avec comme mention « La Gestapo française ».

« LE PEN, DEPUTE A PARIS... ... TORTIONNAIRE A ALGER »

Durant les mois de février, mars et début avril 1957, la villa des « Roses », sise 74 boulevard Gallieni, à El-Biar (banlieue d'Alger) abrita une unité de parachutistes étrangers commandée par le capitaine Martin. Celle-ci y avait installé ses bureaux d'interrogatoires et leur complément désormais indispensable : les locaux de torture.

L'un des chefs qui administraient la « question » et dirigeaient la torture n'était autre que le lieutenant Le Pen, député à l'Assemblée nationale française.

Le Pen, accompagné de ses hommes, en civil ou en uniforme, procédait

aux enlèvements (on se rappelle en effet que le buraliste algérien de la rue d'Isly fut enlevé par des civils et le Cheikh de Tebessi par des hommes en uniforme).

Les personnes enlevées étaient séquestrées dans la villa durant des semaines. Le suspect était d'abord accueilli par les paras, Le Pen en tête, à coups de pied et de poing jusqu'à l'abrutissement complet. On commençait ainsi par le mettre en disposition de reconnaître sa participation à un attentat, sabotage ou action quelconque ; s'il protestait de son innocence, on lui administrait alors le supplice des électrodes.

Le Pen en assumait la direction : il déshabillait complètement la victime lui liait pieds et poings, l'aspergeait d'eau et lui bandait les yeux. C'est alors qu'il lui administrait plusieurs décharges électriques.

Si le « patient » arrivait à supporter le choc et persistait dans ses dénégations, on lui plaçait sur la tête, pendant des heures, un casque relié par fil à une prise de courant. La douleur absolument intolérable, faisait hurler ceux qui subissaient cette colifure. Pour varier ces « réjouissances », Le Pen plaçait sur les oreilles de l'« inculpé » des électrodes, et les y laissait jusqu'à ce que la chair fut complètement brûlée.

Puis l'on administrait à ceux, très rares, qui proclamaient encore à ce stade leur innocence, le supplice de l'eau, qu'on leur faisait ingurgiter de force avec un tuyau...

Parfois le corps du suspect était taillé à coups de couteau.

Ces tortures duraient des semaines, à raison de deux ou trois séances par jour. Dans l'intervalle des interrogatoires, les « inculpés » étaient jetés, les mains liées, dans une tranchée profonde de 1,60 m à 1,70 m environ.

Dans cette fosse, trop courte pour permettre au détenu de s'allonger, trop étroite pour lui permettre de se retourner, l'infortuné était jour et nuit sous la menace de la mitrailleuse du géolier.

Nous ne saurions omettre de mentionner ici que quelques gardiens, des soldats étrangers, absolument éceue-

rés n'ont pas hésité à prodiguer, à l'insu de Martin, Le Pen et autres gradés, quelques soins aux suppliciés. Parmi ces militaires de cœur, il y avait également des Français : nous nous rappellerons de l'attitude humaine du soldat Borniche de Paris, de Laboriot et d'autres encore.

Toutefois, les souffrances endurées lors des interrogatoires étaient tellement atroces que, dès les premières séances, le suspect aurait accepté la mort comme une bienheureuse délivrance. C'est pourquoi un grand nombre de « pensionnaires » ont tenté de se suicider. Le nommé Dahman fut tellement insulté, frappé, brutalisé et supplicié par Le Pen qu'il s'égorgea et fut transporté mourant à l'hôpital.

Mais les activités de Le Pen débordaient le cadre de la villa des « Roses ». Il sévissait également dans une autre villa : la villa « Susini », depuis longtemps connue des Algériens comme lieu de torture de la P.R.G. ; là il fit jeter de l'essence sur le visage d'un détenu et y mit le feu. La victime défigurée fut, dans cet état, écrouée à la Prison de Barberousse à Alger. La dernière trouvaille de Le Pen avant qu'il ne quittât le Service des Renseignements (I) fut de les estorquer aux suspects en les « travaillant » au chalumeau.

Tels furent en Algérie les hauts faits du député Le Pen, qui lui valurent une décoration des mains du général Massu.

Ceci se passait sous le gouvernement du socialiste S.F.I.O. Guy Mollet, avec vice-président Mendès-France et avec Mitterrand comme ministre de l'Intérieur, en application des pouvoirs spéciaux, votés par le P.-C.-F. afin de maintenir, disaient-ils déjà l'unité avec les « socialistes ». Robert Lacoste, S.F.I.O., était gouverneur de l'Algérie.

LAVERNE

Article rédigé par un ancien fondateur de réseau de soutien au F.L.N., responsable régional, et membre du Conseil national de « Jeune Résistance », membre des organisations M.L. depuis 1964.

Le 27-1-73,

A PROPOS D'UNE CAMPAGNE ANTICHIINOISE

Bien des points unissent révisionnistes et trotskystes, en particulier leur haine de la République populaire de Chine. Les uns répondent aux autres à la façon de l'écho.

Pour preuve, les calomnies et les insultes qu'ils ont proférées envers la Chine à propos du Chili.

De Moscou à Paris, les révisionnistes ont accusé en chœur la Chine de « complicité avec la junte ». Les trotskystes quant à eux ont emboîté le pas et c'est ainsi par exemple, que dans Rouge du 2 novembre ils déclarent ou plutôt, ils savent : « Politique de grande puissance, coexistence pacifique, respectabilité obligent... Crapules ! »

Les premiers cherchent par ces calomnies à masquer les énormes responsabilités qu'ils portent, à détourner l'attention. Qui a propagé, en effet, l'absurde et criminelle théorie du « passage pacifique », fatale au peuple chilien ? En essayant par tous les moyens d'amener les peuples et en particulier le peuple chilien à renoncer à la voie de la lutte armée ils ont livré celui-ci sans défenses à ses bourreaux. C'est cela qu'ils cherchent à cacher, à faire oublier.

Et ils sont vraiment bien mal placés, eux qui, par exemple, n'ont pas rompu leurs relations avec la clique fasciste de Lon Nol ; alors même qu'il existe un gouver-

nement légal et légitime du peuple khmer : le G.R.U.N.C. ayant à sa tête Samdech Norodom Sihanouk. Et qu'ils ne parlent pas de « coexistence pacifique », eux qui en violent les principes, qui pratiquent l'ingérence dans les affaires intérieures des peuples, qui impulsent le démembrement de certains États, tels le Pakistan.

En vérité, révisionnistes et trotskystes cherchent à déformer la politique de la Chine fondée sur les principes de la coexistence pacifique, en particulier dans le cas du Chili.

UNE POSITION CLAIRE ET JUSTE

Rappelons d'abord que, de façon officielle, la Chine a rendu hommage à la mémoire de Salvador Allende pour son action en faveur de l'indépendance nationale du Chili, et a salué sa « mort héroïque », qu'elle a toujours apporté son soutien au peuple chilien dans sa lutte pour l'indépendance nationale du Chili. Elle a largement contribué à faire connaître les déclarations de la veuve du président Allende tirant quelques leçons du putsch, en particulier celle-ci : « Le peuple aurait dû être armé ou avoir une armée à son service. ». La Chine

a toujours soutenu le peuple chilien dans sa lutte pour l'indépendance, dans sa lutte contre l'impérialisme U.S. C'est là un premier point. Ensuite, les relations diplomatiques entre la Chine et le Chili ont été rétablies sous la présidence de Salvador Allende.

Ces relations étaient fondées sur les cinq principes de la coexistence pacifique. Rappelons-les une fois encore :

Respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté, non-agression mutuelle, non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, égalité et avantage réciproque.

Ce sont là des conditions claires :

Elles signifient pour la Chine, en particulier, la rupture de toute relation avec la clique de Tchang Kaï-chek, la reconnaissance du Gouvernement chinois comme seul gouvernement légitime de la Chine, de l'appartenance de Taïwan à la Chine.

Ce sont là des conditions indispensables pour l'établissement des relations diplomatiques d'Etat à Etat. Leur non-respect entraîne la rupture de ces relations (comme ce fut le cas avec l'Indonésie par exemple).

L'Etat chilien, à l'époque de Salvador Allende a accepté et respecté

ces conditions ; si aujourd'hui l'Etat chilien continue à les respecter, il n'y a aucune raison pour qu'il y ait rupture. Il y a poursuite, maintien des relations diplomatiques entre l'Etat chinois et l'Etat chilien.

Certains parlent de « reconnaissance de la junte ». C'est là une affirmation contraire à la réalité. Dans le cadre de la coexistence pacifique il n'y a pas reconnaissance de tel ou tel gouvernement mais d'Etats se conformant aux principes de la coexistence pacifique. Si le gouvernement change, l'Etat demeure, et si les principes de la coexistence pacifique sont respectés il n'y a pas de motif de rupture.

Dans le cadre de la coexistence pacifique la nature intérieure des Etats n'entre pas en ligne de compte. Il est clair que si tel n'était pas le cas, les pays socialistes ne pourraient avoir de relations avec aucun pays capitaliste et se trouveraient ainsi dans l'isolement le plus grand.

Ceci n'est nullement contradictoire avec le soutien qu'apportent les pays socialistes, et la Chine en particulier, aux peuples de ces pays qui combattent pour leur libération, tel le peuple chilien.

C'est là une politique conforme aux intérêts des peuples et de la révolution mondiale.

NOUVEL ESSOR DE LA LUTTE DU PEUPLE GREC

Depuis plusieurs jours, les manifestations et les combats de rue se multiplient dans les principales villes de Grèce, surtout à Athènes. Les manifestations étudiantes de la semaine dernière se sont transformées en une véritable *révolte populaire* contre le régime fasciste de Papadopoulos et ses protecteurs américains. C'est le plus grand mouvement depuis le coup d'Etat de 1967.

En mars dernier, les villes universitaires avaient déjà connu un grand mouvement des étudiants : parti sur des revendications académiques, le mouvement avait entraîné la masse des étudiants dans une lutte contre le fascisme et l'impérialisme américain. Il avait eu de profondes répercussions dans le peuple grec, mais les travailleurs ne s'étaient pas encore engagés en masse dans la lutte. Pourtant, « liberté », « démocratie », ces mots sont restés dans le cœur des travailleurs et aujourd'hui, c'est le peuple grec tout entier qui se lève pour abattre la dictature fasciste.

A peine commencée, la « libéralisation » chère à Papadopoulos a volé en éclat sous les coups des étudiants et des travailleurs grecs. En juillet dernier, Papadopoulos obtient une « victoire éciaitante » aux élections truquées. Il décide alors de donner une façade « libérale » au régime fasciste. Il abroge la loi martiale, forme un gouvernement civil avec Markezinis et annonce de nouvelles élections « franches et honnêtes » (à croire que les précédentes ne l'étaient pas)... sans toutefois permettre aux partis d'opposition de s'y présenter.

Les étudiants l'ont pris au mot : « vous voulez des élections « démocratiques » ; eh bien accordez la liberté de la presse, la liberté d'association pour les syndicats et les partis politiques ». Et ils sont passés à l'action : le 14 novembre, ils ont occupé l'Ecole polytechnique à Athènes, ils y ont établi la liberté de réunion et de parole, ils ont organisé une radio clandestine qui appelait le peuple grec à lutter pour la liberté et la démocratie. Les facultés de Patras et de Thessalonique s'insurgent à leur tour.

A l'Ecole polytechnique, la démocratie n'est plus un rideau de fumée destiné à masquer le régime fasciste : c'est un instrument que les étudiants ont forgé pour approfondir et étendre leur lutte. Le peuple d'Athènes a entendu leur appel. Même les popes soutiennent les étudiants. La population leur apporte des vivres et des pièces détachées pour leur radio.

Le 16 novembre, la police fasciste lance un ultimatum aux étudiants pour évacuer l'Ecole. La radio clandestine appelle le peuple grec à se soulever. Des milliers de gens se massent autour de l'Ecole polytechnique. Les ouvriers arrivent, acclamés par la foule. Ils portent des pancartes invitant la classe ouvrière à prendre la tête de la révolte populaire. Des dizaines de milliers de travailleurs envahissent alors les rues, édifient des barricades, chargent la police. Même chose à Salonique, à Patras, à Yannina. Papadopoulos est obligé de faire appel à l'armée pour faire évacuer l'Ecole polytechnique : ce sont les blindés qui monteront à l'assaut de l'Ecole !

Le lendemain samedi, la loi martiale est restaurée. Mais les manifesta-



Le gouvernement fasciste envoie ses chars contre la population.

tations redoublent. Dans tous les quartiers d'Athènes, on entend les mots d'ordre : *A bas la junte ! Pain, éducation, liberté ! Le pouvoir au peuple ! Les Américains dehors ! Les fascistes au poteau ! Vive une nouvelle démocratie véritable !*

Les blindés sillonnent les rues, mais les héroïques combattants grecs se ruent sur eux et souvent parviennent à les immobiliser. La répression est sauvage ; de nouveaux martyrs sont tombés au combat pour la liberté : officiellement, on annonce 9 morts, 130 blessés et plus de 900 arrestations. A l'heure actuelle, les combats continuent.

Les travailleurs grecs ont foulé aux pieds la mystification révisionniste de la « voie pacifique » et de la « lutte dans la légalité ». Aujourd'hui, le peuple grec s'engage tout entier dans la lutte pour renverser le régime américano-fasciste, nous devons être prêts à manifester par tous les moyens appropriés notre solidarité.

A bas le régime fasciste de Papadopoulos-Markezinis !

Les Américains hors de Grèce !

Mort au fascisme !

Liberté pour le peuple grec !

Petits commerçants et artisans, QUELLE EST VOTRE VOIE ?

Le 15 novembre, quelques jours après le vote par les députés de la loi Royer, l'ensemble des commerçants et artisans se mettait en grève et fermait boutique — exprimant à la fois leur solidarité aux détaillants en fruits et légumes, et leur mécontentement face à la politique du gouvernement.

Ce mouvement d'une ampleur peu commune démontrait clairement,



A Rungis les petits commerçants bloquaient les camions de fruits et légumes.

comme nous l'écrivions dans le n° 202, que, la loi Royer n'était que de la poudre aux yeux, lancée aux *petits* commerçants surtout, et destinée à les rallier électoralement à la grande bourgeoisie monopolisite. Cette grande bourgeoisie, par l'intermédiaire de Giscard, vient de frapper une nouvelle fois le petit commerce, en taxant certaines marges bénéficiaires — mesures qui, faut-il le préciser, ne sauraient enrayer l'inflation ! Comme toujours, comme lorsqu'il s'agit de la T.V.A. et de la patente, ce sont les plus petits qui sont les plus touchés.

Mais qui sont ces petits commerçants et artisans, comment vivent-ils et travaillent-ils sous la loi du capital monopoliste ?

Beaucoup d'entre eux sont d'anciens ouvriers qui, dans l'espoir de se libérer de leurs chaînes, ont voulu s'établir à leur compte. D'autres ont reçu le magasin en héritage de leur famille. Pour la majorité d'entre eux, le revenu moyen brut est de 2 500 F à 3 000 F par mois. En général, deux personnes (le mari et la femme) doivent vivre avec ce « salaire ». Et si l'on considère le nombre d'heures de travail ainsi que les charges qui se multiplient, on voit qu'il ne s'agit pas d'un salaire de P.D.G. ou de ministre !

Nous avons fait une enquête auprès d'un petit artisan. Il n'a pas d'employé. Le contrôleur (qui représente l'Etat, c'est-à-dire le capitalisme monopoliste d'Etat), lui a fixé

forfaitairement son bénéfice à 12 000 F par an. Or, il doit faire face aux charges suivantes (les sommes sont calculées pour l'année) :

- Impôt : 810 F ;
- Allocations familiales : 640 F ;
- Assurances maladies : 1 360 F ;
- Retraite vieillesse : 6 960 F ;
- Loyer atelier : 1 000 F.

C'est-à-dire 10 770 F par an. En plus de cela, il faut se loger (loyer annuel : 5 400 F), se chauffer... et manger !

Notre petit artisan doit donc « se débrouiller » pour joindre les deux bouts. D'un côté, il est poussé, par l'Etat, à « frauder » : pour survivre, il va acheter dans les supermarchés une partie du matériel qu'il vend, parce qu'il l'obtient sans factures et à des prix... inférieurs à ceux pratiqués par les grossistes ! Mais surtout, il est obligé de travailler à domicile pour des *gross trusts* de l'électronique, qui le payent à des tarifs dérisoires, l'exploitant d'une autre manière comme ils exploitent la classe ouvrière.

Cet artisan, comme les petits commerçants et artisans qui sont dans le même cas que lui n'a qu'une issue : lutter aux côtés de la classe ouvrière contre le système capitaliste qui ne fera que les entraîner toujours plus à la ruine et à la faillite.

Les petits commerçants et artisans ne peuvent espérer des jours meilleurs qu'en luttant aux côtés de la classe ouvrière qui lutte pour l'émancipation de tous les travailleurs. A ce moment-là seulement les petits commerçants et artisans n'auront plus à craindre pour leur avenir et celui de leurs familles, car la société socialiste pour laquelle lutte la classe ouvrière ne connaît plus d'exploiteurs.

Plus vite les petits commerçants et artisans comprendront quels sont leurs amis et quels sont leurs ennemis, plus vite le socialisme se réalisera sous direction de la classe ouvrière.